l'unité

M 2805 - N° 396 - 6 F — L'hebdomadaire du Parti socialiste — 24 octobre 1980

Le meilleur candidat
(page 2)

Police: vous avez dit honneur ?
(page 3)

Chômage: des chiffres tragiques
(page 5)

COREE DU NORD
La planète du grand leader
(page 6)

COREE DU SUD
L'archipel des bourreaux
(page 7)

Pologne : l'hiver sera froid...
(page 7)



Le mépris des uns... et des autres

PAR CHRISTINE COTTIN

MANUFRANCE assassinée ! à 11 h 15 mercredi, le tribunal de Commerce de Saint-Etienne a annoncé le dépôt de bilan de la Société nouvelle Manufrance. Une nouvelle attendue et qui a pourtant fait l'effet d'une bombe à retardement. Un syndic de faillite et un juge commissaire ont été nommés. Le dernier devrait procéder à une tâche délicate : apposer les scellés sur les portes de l'entreprise. Or, depuis le 20 octobre, les bâtiments de Manufrance, au centre de Saint-Etienne, sont occupés. Poussées par l'exaspération des 1 800 salariés soumis de mois en mois au régime de la douche écossaise, la C.g.t. et la C.f.d.t. avaient dû faire taire leurs divergences. C'est donc sur un appel unitaire de l'intersyndicale que l'occupation a débuté. Une délégation de socialistes composée du secrétaire fédéral Jean-Marc Goubier, de Bruno Vennin, maire adjoint et d'Etienne Chovet, conseiller régional, entre autres, s'était immédiatement rendue auprès des occupants pour les assurer de leur entière solidarité.

Mardi, les plus optimistes des salariés de « la Manu » rêvaient encore de Jean-Claude Dumas le p.-d.g. bordelais se précipitant chez l'administrateur provisoire, Me Dutilleul, avec un chèque.

Mercredi, ce dernier espoir s'envolait. La Société nouvelle Manufrance aura donc vécu vingt mois. Désormais, l'ancienne société Manufrance présidée par Bernard Tapie revient sur le devant de la scène. Avec la cohorte des propositions déjà faites par ce président et déjà jugées inacceptables par les travailleurs. Et pour cause ! Tapie veut démanteler la manufacture en quatre sociétés : l'une pour les armes, l'autre pour les cycles, la troisième pour la vente par correspondance et la dernière pour le « Chasseur français ». Avec en toile de fond, entre six et huit cents licenciements, ce que les travailleurs, dans une région déjà très touchée par le chômage, sont moins que jamais décidés à accepter.

Mercredi après-midi, dans les bâtiments occupés, s'élaboraient les différentes phases de leur riposte. Trop de plans miracles sont tombés à l'eau, trop de questions demeurent sans réponse pour qu'à Manufrance, on puisse en rester là. Ainsi, le montage financier de Dumas était-il léger au point de ne pouvoir être concrétisé ? Ou bien, au contraire, malgré des assurances financières, s'est-il heurté à des oppositions souterraines d'ordre politique ? D'autres mystères restent à éclaircir, dans cette affaire où le scandale ne cède le pas que devant le mépris dans lequel on tient 1 800 travailleurs depuis quarante-deux mois...

NE pas faire de Manufrance le symbole d'un enjeu politique entre majorité et opposition : tel a toujours été le souci des socialistes stéphanois. « Il est évident, nous disait, il y a peu, Bruno Vennin, maire adjoint socialiste de Saint-Etienne, que dans ce cas le sort des mille huit cents salariés passera au second plan, sacrifié aux impératifs stratégiques des états-majors politiques. »

La journée du 18 octobre, à ce titre, a été pour le moins édifiante. Au point de départ, une grande manifestation à Saint-Etienne pour soutenir les « Manufrance ». Invité par l'U.d.-C.g.t., le Parti socialiste, soucieux de mettre toutes ses forces aux côtés des mille huit cents travailleurs durement éprouvés, décidait de répondre présent. Représentants nationaux du P.s., Jean Poperen, Anne Trégouët et Claude Germon s'embarquaient donc pour Saint-Etienne avec Edwige Avice, député de Paris. Ils venaient rejoindre les trois députés socialistes de la région, Louis Mermaz, Charles Hernu et Jean Auroux, ainsi que les responsables fédéraux et municipaux de la ville.

De son côté, le P.c. décidait de faire de cette manifestation une démonstration symbolique dans le cadre d'un dessein poli-

(suite en page 2)

Vous voulez que "l'Unité" vive...

Bulletin d'abonnement à retourner

à l'administration de

l'unité

10 rue de Solférino
75007 PARIS

Je soussigné.....

.....

.....

.....

demeurant .....

.....

.....

.....

.....

désire souscrire un abonnement à « l'Unité » :

- abonnement d'un an (200 F) ◯
- abonnement de six mois (120 F) ◯

et vous adresse la somme correspondante

◯ par chèque bancaire

◯ par chèque postal

◯ ou virement au C.c.p. « l'Unité » : 30 349 80 La Source

Date Signature

éditorial

Le meilleur candidat

PAR CLAUDE ESTIER

L'AVENIR dira si Michel Rocard a eu raison ou tort de s'adresser solennellement au pays, de sa mairie de Conflans-Sainte-Honorine, le jour même de l'ouverture du dépôt des candidatures à la candidature du Parti socialiste pour l'élection présidentielle d'avril prochain.

Une chose est certaine, en tout cas, à laquelle ses conseillers et lui-même n'avaient peut-être pas suffisamment réfléchi : dès l'instant où il devenait officiellement candidat, les grands moyens d'information, avec un bel ensemble, commençaient à changer d'attitude à son égard : à la relative bienveillance dont il bénéficiait jusque-là s'est substitué en quelques heures un jugement critique portant à la fois sur la forme et sur le fond de son intervention de dimanche, sur la méthode utilisée pour tenter de forcer le cours des choses au sein du P.s. et même sur les mots prononcés ou non prononcés par lui. C'est, je crois, le « Quotidien de Paris » qui a le mieux résumé cette immédiate mutation : « M. Rocard bénéficiait jusqu'à dimanche 19 h 45 d'un fabuleux privilège, celui d'être dans l'opposition sans être le leader de l'opposition... Désormais, il lui sera demandé compte de tout. Il lui faudra satisfaire à toutes les exigences, à toutes les interrogations... Jusqu'ici Michel Rocard n'avait que des qualités : l'intelligence, l'astuce, le mordant, l'originalité, la bonne foi, l'imagination, l'audace, tout ce qui fait le charme d'un brillant leader de l'opposition. Désormais, il risque de n'avoir plus que des défauts : l'inexpérience, l'imprudence, la méconnaissance des dossiers, la légèreté, tout ce qui fait peur chez un éventuel président de la République. »

Certes, Michel Rocard a parfaitement le droit de proposer sa candidature aux socialistes. Il y a déjà longtemps qu'il en avait manifesté l'intention et à cet égard sa déclaration de dimanche n'a surpris personne. La seule question qui peut se poser, mais c'est son affaire, est celle de savoir s'il a bien mesuré les risques que comporte le fait de se découvrir six mois avant l'échéance et de s'exposer ainsi beaucoup plus tôt qu'il n'était nécessaire aux feux croisés des attaques qui ne peuvent manquer de pleuvoir sur tout candidat socialiste.

Quoi qu'il en soit, depuis dimanche soir, le Parti est entré dans la phase active du processus de désignation de son candidat. Quarante-huit heures après la déclaration de Michel Rocard, Jean-Pierre Chevènement a confirmé à son tour qu'il se proposait aux suffrages des militants et cela dans toutes les hypothèses sauf celle de la candidature de François Mitterrand.

Il appartient donc à celui-ci de faire connaître son sentiment et de fournir ainsi aux militants l'ensemble des éléments de leur choix. Il a annoncé lui-même qu'il le ferait en cette fin de semaine. Attendons ses déclarations avec la sérénité nécessaire en cette période importante de la vie du Parti.

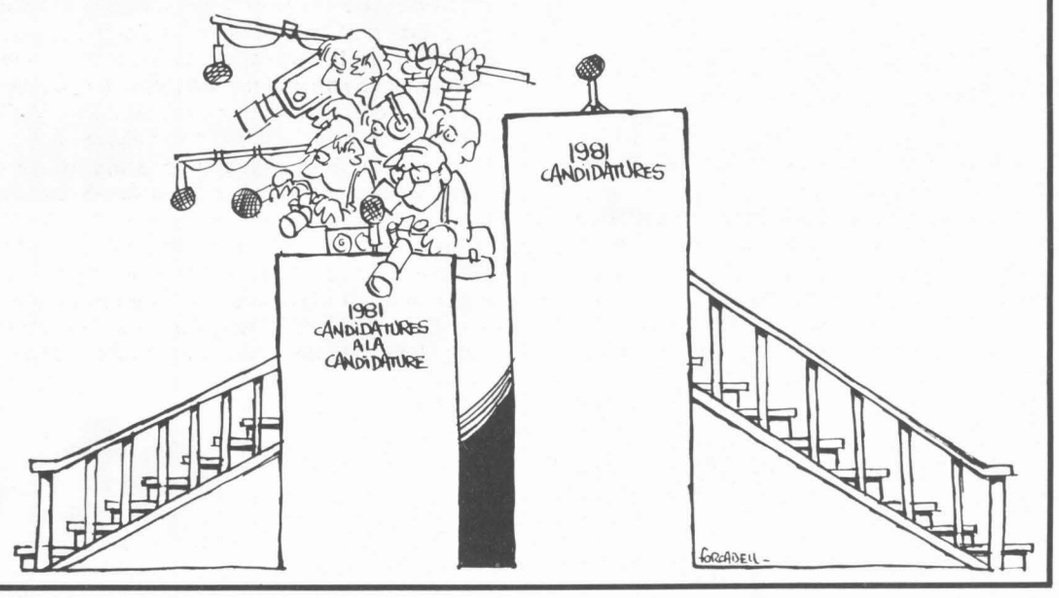
Dès maintenant, cependant, quelques constatations s'imposent auxquelles sont liées autant de questions.

La première est que, tous courants confondus, les militants socialistes sont attachés avant tout à l'unité du Parti. Toute démarche qui met en cause ou risque de mettre en cause cette unité provoque leur inquiétude. Première question, donc : qui peut le mieux préserver l'unité du Parti dans cette difficile bataille de l'élection présidentielle ?

Deuxième constatation : la campagne de 1981 ne ressemblera en rien à celle de 1974. Le candidat socialiste, quel qu'il soit, devra se battre face aux coups venus de tous côtés et les faits de ces derniers jours confirment s'il en était besoin que ceux du Parti communiste ne seront pas les moindres. Dans une telle situation, il faut au Parti socialiste un candidat solide, maître de ses nerfs et qui ne laisse à aucun moment infléchir la ligne du Parti telle qu'elle est notamment définie dans son projet. Question : lequel des candidats potentiels est le meilleur garant du maintien de cette ligne ?

Troisième constatation : faute de candidature unique comme en 1974, faute d'union de la gauche que la direction du P.c.f. s'acharne chaque jour à détruire, la seule chance de battre Giscard d'Estaing — ce qui est bien l'objectif prioritaire — est que le candidat socialiste puisse réaliser contre le Pouvoir en place le plus large rassemblement possible des forces populaires qui veulent le changement. Question : quel est le meilleur rassembleur et donc le mieux placé pour assurer la victoire de la gauche ?

Telles sont les trois questions fondamentales qu'on ne retrouve pas dans les sondages mais auxquelles les militants ont à répondre. Plus de vingt commissions exécutives fédérales — qui ne sont pas, comme le prétendent certains, un « appareil » détaché de la base mais bien la représentation fidèle des militants qui les ont élues démocratiquement sur des options politiques — ont déjà, à ce jour, répondu en faisant appel à la candidature du Premier secrétaire. Depuis neuf ans et demi qu'il préside aux destinées du Parti socialiste, devenu le premier parti de la gauche, François Mitterrand n'a jamais hésité à prendre ses responsabilités. Nul ne peut douter qu'il les prenne cette fois encore. ●



(suite de la page 1)

tique plus vaste, Joseph Sanguedolce, le maire communiste, n'en faisant pas mystère. Il fallait un contexte exemplaire pour la première apparition sur le terrain de Georges Marchais, candidat à la présidence de la République. Même Georges Séguy se voyait ravaler au rang de faire-valoir électoral. Et les slogans criés par les troupes C.g.t. se sont volontiers transformés de « Manufrance vivra » en « Marchais président ». « Encore ne faut-il rien exagérer », affirme Anne Trégouët, étonnée par le peu de voix décidées à reprendre le mot d'ordre électoral du P.c. De même que Georges Marchais, pourtant en pays conquis, a dû rester sur sa faim s'il rêvait d'une vaste ovation populaire. Pour sa part, la délégation socialiste a été souvent applaudie, bien que Sanguedolce ait « oublié » de la saluer lors de son discours de bienvenue.

Des mesquineries sur lesquelles on pourrait passer, si les militants du service d'ordre C.g.t. n'avaient adopté une attitude aussi peu qualifiable que spontanée. Systématiquement, et en contradiction avec ce qui avait été décidé par l'U.d.-C.g.t., ils ont essayé d'empêcher les militants socialistes de prendre leur place dans le défilé. Même scénario devant les marches de Manufrance. Pour y monter comme convenu, les responsables socialistes ont dû jouer des coudes, voire se fâcher. En clair, le P.c. et la C.g.t. affirment plus que jamais qu'ils sont les seuls défenseurs de la classe ouvrière. Moyennant quoi il ne faisait pas bon être socialiste au cours de la manifestation stéphanoise. Certains militants P.c. ou C.g.t. n'ont pas hésité à le leur faire savoir à coups de poing. Jean Hugon, conseiller général socialiste et militant C.g.t., avait décidé de défiler en arborant son macaron autocollant P.s. et son macaron C.g.t. Un militant de la C.g.t. s'est jeté sur lui pour lui arracher son macaron C.g.t. en disant qu'on ne pouvait pas être les deux à la fois !

Quant aux insultes, elles ont été incessantes contre les socialistes, toujours lancées par les gros bras aux ordres du P.c. Qu'elles aient été souvent mal ressenties par bon nombre de manifestants, et même par des adhérents du P.c. ou de la C.g.t. n'y change rien. « J'ai été pris à parti par tout un groupe de communistes », raconte Vennin qui précise que c'est un conseiller général communiste avec lequel il travaille souvent qui a demandé à ses camarades du P.c. de cesser leurs insultes.

Sans doute ces agressions ne sont-elles le fait, pour le moment, que de militants aveuglément aux ordres. Il n'empêche que les responsables à un haut niveau, notamment le maire de Saint-Etienne, ont laissé faire, violant les engagements pris avant la manifestation. C'est pourquoi, en signe de protestation, les quatorze élus socialistes — pour vingt-trois communistes — avaient annoncé qu'ils n'assisteraient pas au Conseil Municipal de mardi soir. Conseil que le maire a dès lors préféré annuler. Seuls face aux Stéphanois, il n'en faudra pas moins que les communistes répondent de leur attitude. Et de la façon dont ils essaient de priver des travailleurs en lutte d'une solidarité autre que la leur. ●

Rédaction : 12, cité Malesherbes 75009 Paris. Tél. : 878.40.73. Administration : 10 rue de Solférino 75007 Paris. - Tél. : 550.34.35. *Directeur :* Claude Estier ; *Rédaction en chef :* Nicole Chaillot, Guy Perrimond ; *Rédaction :* Marie-José Bernardot, Christine Cottin, Frédérique de Gravelaine, Michèle Kespi, Jean-Paul Liégeois, Emmanuèle Plas, Paul Leduc, Gilbert Sans. *Secrétariat de rédaction :* Claudine Dervaux (révision), Mauricette Duchemin (maquette) ; *Dessins :* Jean-Pierre Coureuil, Barrigue, Solo, Pym, Bordeclerc, Forcadell ; *Photos :* Pascal Lebrun ; *Publicité :* Renée Skoblinsky, 12, cité Malesherbes. Tél. : 878.40.73 ; *Administration :* Conseiller technique : François de Grossouvre ; *Société éditrice :* S.a.r.l. l'Unité ; *Directeur de la publication :* Claude Estier ; Cadet Photocomposition, 75009 PARIS.
Secrétaire administrative : Jacqueline Daimé ; *Coordination :* Offres 67, boulevard de Clichy, 75009 Paris. *Imprimerie E.T.C. 76190 Yvetot.*

Police : vous avez dit honneur ?

Christian Bonnet, dont le nom fut récemment conspué par la foule des manifestants antifascistes, accuse deux syndicalistes de porter atteinte à l'honneur de la police. Curieux règlement de comptes !

PAR PAUL LEDUC

LE ministre de l'Intérieur a choisi de frapper un grand coup en déposant plainte contre ceux qui portent « gravement atteinte à l'honneur et à la dignité de la police ». Traduction logique : les cow-boys en képi à la gachette meurtrière, les policiers aux sympathies fascistes appuyées, les enquêteurs qui ont trop traîné les pieds pour neutraliser les activistes d'extrême droite vont en prendre pour leur grade. Christian Bonnet va leur montrer de quel bois il se chauffe !

La décision du minitre peut aussi faire l'objet d'une interprétation... moins cartésienne. Ne reculant pas devant le paradoxe, sa plainte concernerait alors non plus les flics qui salissent réellement la police mais ceux qui dénoncent ces indésirables en uniforme. Autrement dit, Christian Bonnet viserait Henri Busch, secrétaire général de la Fédération autonome des syndicats de police — la Fasp représente 80 % des policiers en tenue — et José Deltorn, secrétaire général du Syndicat national autonome des policiers en civil — le Snapc regroupe 75 % des inspecteurs et enquêteurs. Dans cette hypothèse, Busch et Deltorn seraient poursuivis pour avoir publiquement déclaré : le roi est nu.

Laquelle des deux interprétations est la bonne ? Au bout de sept années de libéralisme giscardien, le doute n'est hélas pas permis. La plainte du ministre vise bien les responsables des deux principaux syndicats de policiers. Il n'a pas digéré la conférence de presse du 4 octobre au cours de laquelle Busch et Deltorn ont déploré la présence de néo-nazis dans la police.





En vacances avec les chemises noires

Décidément, le ministre ne manque pas d'audace. Lui qui déclarait, quelques jours seulement avant l'attentat de la rue Copernic, qu'il ne fallait pas exagérer le danger de l'activisme des groupuscules néo-nazis ; lui qui jurait sur son honneur — mais à tort — devant les députés que, dans l'affaire de Broglie, les policiers avaient spontanément et complètement informé le juge d'instruction Guy Floch de l'existence du rapport de la 10e B.t. sur le projet de meurtre du prince ; lui dont le ministère — où s'était effectivement infiltrée une petite poignée de néo-nazis — n'a nul motif de se satisfaire de son bilan face à la montée de la criminalité d'extrême droite ; lui encore dont des dizaines de milliers de personnes ont réclamé la démission dans la rue, que fait-il ? Il porte plainte contre les syndicalistes si chaleureusement applaudis, le 7 octobre, par la foule rassemblée de la Nation à la République pour s'opposer au péril raciste. Lui, dont le nom fut conspué, il les accuse de porter atteinte à l'honneur de la police. Comment ne pas se sentir déconcerté et consterné devant un renversement aussi audacieux des facteurs ? Sans doute la meilleure défense est-elle l'attaque. Mais la méthode est passablement éculée.

En s'en prenant aux responsables de la Fasp et du Snapc, le ministre manifeste la faiblesse de sa position. Il n'est pas sûr que l'honneur et la dignité de la police sortent grandis de ce surprenant règlement de comptes.

Par ses poursuites, Christian Bonnet offre aux syndicats l'occasion de démontrer le bien-fondé de leurs préoccupations. Ils ne manqueront pas de rappeler certains faits. Par exemple, la promotion en Seine-Saint-Denis, comme commissaire divisionnaire, de l'ancien commissaire de Saint-Quentin, celui-là même qui avait obligé, en août 79, un jeune Ghanéen sans papiers à laper sa nourriture dans une écuelle posée à terre. Ou bien la mansuétude de l'Administration envers des « policiers-flingueurs » comme le sous-brigadier Marquet et le brigadier Marchaudon. Le premier a pu continuer normalement son service jusqu'à la retraite bien qu'il ait abattu Mohamed Diab d'une rafale de pistolet mitrailleur à l'intérieur du commissariat de Versailles. Le second n'a été suspendu — pas révoqué — qu'après son troisième meurtre... Pardon, sa troisième bavure. Celle qui consista à abattre, à bout portant, un jeune maghrébin blessé et sans armes, Mustapha Boukhezer. Aujourd'hui Marchaudon démarche pour l'association Légitime défense. Pourquoi se gêner ?

S'il faut multiplier les exemples, Busch et Deltorn n'auront malheureusement que l'embarras du choix. Ils pourront citer le cas de cet inspecteur qui va s'entraîner pendant ses vacances avec les Chemises noires en Espagne. Ou encore la promotion à la tête de l'école de police de Nice de l'ancien directeur de l'école des C.r.s. de Sens qui avait fait chanter aux jeunes recrues l'hymne tout juste modifié de la division Charlemagne. Autre exemple : la dissimulation délibérée, par l'Inspection générale de la police nationale, des circonstances exactes qui ont coûté la vie à un jeune gardien d'Antibes tombé sous les balles de ses collègues de l'anti-gang de Nice. Un drame improprement appelé bavure.

Marseille, le 20 octobre : manifestation des mères maghrébines.



Pas de photos des détenus en cavale

Au moment où le meurtre d'un policier par un détenu permissionnaire en cavale inquiète les forces de l'ordre, celui de Haouri Ben Mohamed (17 ans), à Marseille, par un C.r.s. n'est pas davantage fait pour rassurer l'opinion. Huit policiers et trois gendarmes ont été abattus cette année. Il serait scandaleux de se contenter d'invoquer les risques du métier. La Fasp et le Snapo n'ont cessé de dénoncer l'insuffisance de moyens et le manque de formation des policiers. Bernard Deleplace, secrétaire général adjoint de la Fasp, relève aussi que les photos des détenus en cavale — souvent dangereux — ne sont pas distribuées dans les commissariats, à l'inverse de celles des terroristes allemands de la bande à Baader.

De son côté, le Syndicat de la magistrature a mis en doute la légalité des « contrôles de routine » comme celui du 14 octobre à Saint-Ouen qui a coûté la vie à un policier. Malheureusement ce drame a servi de prétexte à la Chancellerie pour limiter encore les permissions accordées aux déte-

(suite en page 4)



Pascal Lebrun

Henri Busch et José Deltorn.

(suite de la page 3)

nus. Le taux d'échec de ces permissions (1,72 %) n'est pourtant rien comparé aux réinsertions familiales et sociales qu'elles permettent. Mais à quelques jours du débat au Sénat sur le projet Sécurité et Liberté, la Chancellerie privilégie plus que jamais la répression sur la réinsertion. Toujours le libéralisme cher au président et à Alain Peyrefitte.

Quant à l'insécurité née des excès et des erreurs de la police, le gouvernement ne paraît pas trop s'en préoccuper. La modération de la justice envers les auteurs des bavures va dans le même sens. Il arrive parfois qu'un magistrat refuse de s'incliner devant cette intouchable police. La lettre publiée la semaine dernière par « le Canard enchaîné », adressée par Claude Joly, juge d'instruction, à Marcel Leclerc, chef de la brigade criminelle, fait partie de ces réactions exceptionnelles. Voilà un petit juge qui n'hésite pas à reprocher à un grand policier la maladresse et la mauvaise volonté avec lesquelles son service a conduit les investigations dans les milieux liés à l'ex-Fane. Peut-être ce reproche est-il excessif, voire immérité, tant il est vrai que la police avait, jusque-là, mission de lutter en priorité contre l'extrême gauche. Ce qu'elle a fait avec succès. Il n'en demeure pas moins que la démarche du juge Joly, après tout parfaitement légitime, passe pour friser le crime de lèse-majesté. Telle est sans doute la première leçon de cet incident.

Allergique aux contrôles

En France, la police semble allergique aux contrôles. Elle ne s'accommode que de ceux qui émanent des services spécialisés en son sein — Inspection générale de la police nationale (pour la province) et Inspection générale des services (pour Paris). Il faut dire que ces contrôles ne font, en général, l'objet d'aucune publicité et ne sont pas exempts d'une indulgence suspecte. C'est la raison pour laquelle le groupe socialiste à l'Assemblée nationale a déposé une proposition de résolution visant à constituer une commission d'enquête sur les liens de certains policiers avec l'extrême droite. La Fasp aimerait aller plus loin. Elle souhaite la création d'une commission parlementaire sur la police, comme il en existe une pour la défense nationale ou les finances.

Les soupçons qui pèsent aujourd'hui sur la police provoquent un malaise en son sein mais aussi dans la population. Qu'il s'agisse de l'infiltration de nazis dans ses rangs, de bavures non sanctionnées ou encore de son attitude plus qu'étrange dans l'affaire de Broglie-Poniatowski (voir le dernier numéro de « l'Unité », la question se pose aujourd'hui de savoir au service de qui fonctionne la police. En annonçant jeudi dernier que, face à la répression dont le gouvernement les menace, la Fasp et la Snapc ont décidé de fusionner, les syndicalistes ont rappelé qu'il ne saurait y avoir qu'une seule réponse à cette question. « La Fasp, a déclaré Henri Busch, exige une réforme profonde pour une police moderne, démocratique et républicaine au service de tous. » Si Bonnet considère qu'il y a là atteinte à l'honneur et à la dignité des policiers, c'est un aveu de taille. ●

Coup de tabac au Parlement

Les atteintes à l'immunité parlementaire - qui touchent les seuls élus de gauche, jusqu'à présent - provoquent une réaction d'esprit de corps non prévue par le pouvoir judiciaire

PAR EMMANUELE PLAS



FRANCE, ton immunité parlementaire fout le camp ! Neuf députés sont actuellement poursuivis devant les tribunaux. Pourtant l'article 26 de la Constitution dispose que : « Aucun membre du Parlement ne peut, pendant la durée des sessions, être poursuivi ou arrêté en matière criminelle ou correctionnelle qu'avec l'autorisation de l'Assemblée dont il fait partie, sauf le cas de flagrant délit. »

Malgré cette disposition, trois députés socialistes (Pierre Guidoni (Aude), Raoul Bayou et Gilbert Senes (Hérault) ont comparu, le 21 octobre, devant le juge d'instruction, à Toulouse. Ils n'étaient pas seuls : le groupe socialiste de l'Assemblée nationale conduit par Gaston Defferre, François Mitterrand et Pierre Mauroy, des sénateurs socialistes ainsi que des députés socialistes à l'Assemblée européenne étaient venus manifester devant le palais de justice de « la ville rose ».

Laurent Fabius et François Mitterrand sont poursuivis quant à eux par le Parquet, à Paris. Il leur est reproché, à chacun, d'avoir participé à des émissions de Radio-Riposte : ils sont inculpés de « complicité de diffusion illégale » d'émission radiophonique. Deux autres, Claude Evin (Loire-Atlantique), Pierre Jagoret (Côtes-du-Nord) sont poursuivis à propos de manifestations à caractère social. Le dernier pour arrêt de train. Tout comme Jean Aurou (Haute-Loire) qui est en outre accusé pour avoir participé à une émission de Radio-Riposte.

Ainsi, pas plus que la police — qui n'a pas hésité à molester Laurent Fabius dans les locaux du P.s. il y a à peine un an et à tabasser Claude Evin dans la mairie même de Saint-Nazaire dont il est adjoint au maire — le Parquet, agissant sous l'autorité du ministre de la Justice, ne se soucie de violer les lois républicaines. Trop c'est trop et les députés socialistes ont préféré manifester à Toulouse, plutôt que d'être présents au Palais-Bourbon pour le vote de la première partie de la loi de finances. Ils avaient demandé que le vote soit reporté au 22 et dès le 15 octobre Gaston Defferre avait déposé une résolution demandant la suspension jusqu'à la fin de la session parlementaire d'automne des poursuites judiciaires engagées contre les sept députés socialistes.

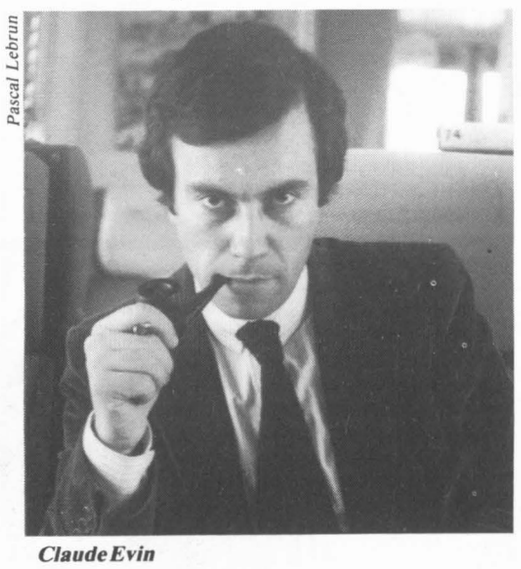


A.f.p.

Pierre Mauroy, Gaston Defferre, François Mitterrand et les avocats du groupe socialiste, à Toulouse.

D'autant que ces atteintes à l'immunité parlementaire sont dirigées exclusivement contre la gauche et tout particulièrement contre le Parti socialiste : sur les neuf députés actuellement poursuivis, huit sont socialistes, le neuvième étant Maurice Nilès, député communiste de Seine-Saint-Denis. A remarquer aussi qu'à la suite de la décision du Sénat, le 20 novembre 1979, suspendant pour toute la durée de son mandat les poursuites contre le socialiste Bernard Parmentier — ce qui constitue un précédent — les élus du Palais du Luxembourg seront peut-être maintenant à l'abri des poursuites. « Il ne s'agit pas, dit Bernard Parmentier, de faire d'un parlementaire un citoyen au-dessus des lois et donc différent des autres, mais surtout de faire obstacle à toute manœuvre visant à l'empêcher de remplir sa fonction d'élu, et c'est très exactement ce qui se passe pour nos camarades convoqués à Toulouse, donc empêchés d'être présents en séance. »

Quant aux députés à l'Assemblée européenne dont les sessions sont annuelles, ils bénéficient en fait d'une immunité permanente. C'est ainsi que la plainte en diffamation portée par Georges Fillioud contre Michel Poniatowski a été jugée irrecevable : seule l'Assemblée européenne elle-même pourrait lever l'immunité du prince. Pour leur part, les députés socialistes français à l'Assemblée de Strasbourg sont prêts à mettre leur immunité parlementaire permanente au service de tous ceux qui se battent pour la liberté. Georges Sarre a, par exemple, proposé aux deux syndicalistes de la police inculpés d'être leur porte-parole et d'assurer leur défense politique. « On verra bien, dit-il, si on me demande plus qu'à Poniatowski ! »



Pascal Lebrun

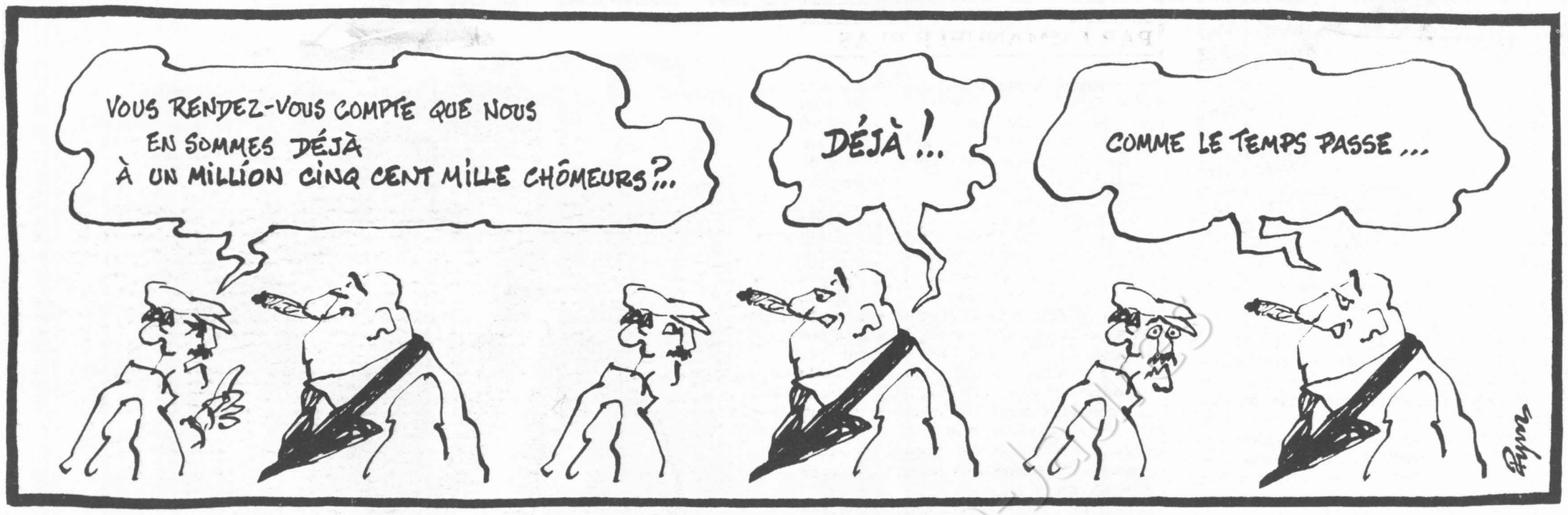
Claude Evin

Devant la protestation des députés socialistes et une démarche identique du groupe communiste, l'ensemble des députés a retrouvé un certain esprit de corps : une commission de 15 membres, élus à la proportionnelle, s'est réunie le 21 octobre dans l'après-midi pour entendre les neuf élus poursuivis. Un vote devrait intervenir le 24 en séance plénière. Puisque les présidents de tous les groupes s'étaient engagés à soutenir la démarche du P.s., les poursuites devraient être suspendues. Mais jusques à quand ?

Au groupe socialiste de l'Assemblée nationale on estime qu'il n'existe plus aucune protection du parlementaire puisque l'article 26 de la Constitution laisse toute possibilité au pouvoir judiciaire d'instruire, d'inculper... dès qu'une session prend fin. Un député de gauche qui appuie les mouvements sociaux est donc à la merci du pouvoir judiciaire pour le moindre bris de vitrine dans une manifestation : au titre de la loi anti-casseurs, par exemple. Une méthode de plus pour tenter d'empêcher les élus de gauche de se battre aux côtés des travailleurs. ●

Chômage: des chiffres tragiques

Officiellement la barre fatidique des 1 500 000 chômeurs vient d'être franchie. En réalité ils sont bien plus nombreux et un chômeur sur trois ne touche rien



PAR MICHELE KESPI

ILS sont actuellement 1 518 984 : le cap des un million et demi de chômeurs vient d'être dépassé. Le chiffre est officiel : c'est celui des demandeurs d'emploi inscrits à l'A.n.p.e. Ils étaient 530 000 en septembre 1974, un million en octobre 1975.

Sont-ils aujourd'hui plus du million et demi déclarés ? « Est-ce le problème ? s'interroge un syndicaliste. Les statistiques sont imparfaites, au-dessous de la réalité, mais elles permettent de mesurer une évolution catastrophique. Le gouvernement manipule les chiffres pour nous dire que le chômage baisse. Evidemment, une augmentation de 100 000 chômeurs quand il y en avait 500 000, cela faisait du 20 %. Avec un million de demandeurs d'emploi, 100 000 chômeurs de plus, cela ne fait plus qu'un accroissement en pourcentage de 10 %. Eh bien, avec 100 000 chômeurs de plus chaque année, quand on en sera aux 3 millions de sans travail, cela ne fera plus que 3,3 % d'augmentation du chômage, et tout sera pour le mieux dans le meilleur des mondes ! »

Mieux vaut regarder l'augmentation des demandeurs d'emploi inscrits à l'A.n.p.e. : en un an, leur nombre a augmenté de 6,7 %, en un mois de 10,5 %. Et, expliquent les syndicalistes « depuis un an, des mesures nouvelles ou des manipulations statistiques font baisser artificiellement leur nombre ».

Ainsi, les chômeurs non indemnisés sont dissuadés de s'inscrire. Puisque, depuis la loi du 28 décembre 1979, ils perçoivent par ailleurs leurs droits sociaux, qui ne sont plus conditionnés par leur inscription, pourquoi aller encombrer les listes d'attente de l'A.n.p.e. ? Autant de jeunes à la recherche d'un premier emploi, ou de chômeurs longue durée qui disparaîssent des statistiques. Ainsi, entre juin et septembre, on a enregistré, par rapport à la même période en 1979, une baisse de 13 500 inscriptions de jeunes ayant fini leur scolarité !

Autre truquage : seule était resencée, pour les demandeurs d'emploi, la catégorie 1 qui regroupe « les personnes sans emploi immédiatement disponibles à la recherche d'un emploi à plein temps ». Depuis septembre, la définition a été précisée : les chômeurs, ce sont ceux qui recherchent « un emploi à durée indéterminée à plein temps ». Exit ceux qui, comme tous ces jeunes qui doivent partir à l'armée dans trois ou six mois, voudraient travailler un laps de temps déterminé : pour le seul mois de septembre, voilà 10 000 chômeurs en moins dans les statistiques.

Enfin, dernière trouvaille, la mise en place de l'auto-inscription à l'A.n.p.e., va sans doute encore faire baisser les chiffres.

QUI TOUCHE QUOI ?

Au 31 août il y avait 1 374 314 demandeurs d'emploi inscrits à l'A.n.p.e. :

— 130 349, soit 9,48 %, ont l'indemnisation des licenciés économiques ;

— 465 704, soit 33,87 %, ont l'allocation de base de 42 % du salaire + 25 F par jour (ou 750 F par mois) ;

— 34 637, soit 2,52 %, ont l'allocation forfaitaire au taux de 50 F par jour soit 1 500 F par mois ;

— 14 218 soit 1,03 % ont l'allocation forfaitaire au taux de 37,50 F par jour soit 1 125 F par mois ;

— 108 551 soit 7,90 % ont l'allocation forfaitaire, ou l'allocation de fin de droits, au taux de 25 F par jour soit 750 F par mois.

Au total 753 459 (soit 54,8 %) personnes sont indemnisées. Ce pourcentage est sous-estimé de 20 % environ, compte tenu des dossiers en attente. On peut donc conclure qu'un chômeur sur trois ne touche rien.

Avant, on se présentait à l'agence, on remplissait son inscription avec l'aide d'un agent, et on recevait immédiatement un récépissé d'indemnisation. Aujourd'hui, l'auto-inscription fait revenir deux ou trois fois le demandeur. Le récépissé d'inscription est adressé aux assedic, qui le renvoient au chômeur avec une demande d'indemnisation. Cela allonge les délais d'indemnisation de quinze jours à trois semaines — autant de temps de gagné également pour les statistiques — et découragent un certain nombre de chômeurs, glacés par cette réception anonyme, empétrés dans une paperasserie qui peut laisser pantois un travailleur immigré...

Toutes ces tentatives de minimiser le chômage se heurtent à d'autres chiffres, impossibles à camoufler.

Impossible de cacher que la précarité de l'emploi continue à se développer. Si l'on compare les neuf premiers mois de 1980 à ceux de 1979, on réalise que, parmi les nouveaux chômeurs inscrits, ceux qui voient finir un contrat à durée déterminée ont augmenté de 17 %, et ceux qui ont terminé une mission d'intérim sont 23 % plus nombreux. On en arrive à cette constatation inquiétante : en 1980, près de un travailleur sur deux inscrit à l'A.n.p.e. après la perte d'un emploi était sous contrat à durée déterminée ou en intérim.

Impossible de nier que la durée du chômage continue à s'allonger. Aujourd'hui un quart des chômeurs sont inscrits depuis plus d'un an ! La durée moyenne, qui était de 199 jours il y a 3 ans, est passée à 240 jours : huit mois.

Derrière la sécheresse de ces bilans chiffrés, des situations souvent catastrophiques. Depuis que l'aide aux chômeurs de longue durée a été supprimée, nombreux sont ceux qui ne peuvent plus payer leur loyer, leurs factures de gaz ou d'électricité : au bout du chemin, l'expulsion, et à plus ou moins long terme, la marginalisatin, la paupérisation.

Que reste-t-il au chômeur en fin de course ? Le bureau d'aide sociale de sa mairie, auquel il fait de plus en plus fréquemment appel. Et tous les organismes « d'assistance », auxquels on ne s'adresse qu'en dernier recours, quand on fait déjà partie du quart-monde et que le seuil de la pauvreté (fixé à 24 F par jour par l'O.c.d.e.) est dépassé. Le Secours catholique, qui vient de rendre public un dossier sur le chômage, élaboré à partir de l'étude de deux mille deux cent vingt cas, lance un cri d'alarme en faveur des chômeurs non indemnisés. En un an, le recours à cette organisation a augmenté de 30 %. Principale cause des appels : le chômage. « Cette augmentation est d'autant plus alarmante, précise le responsable du Secours catholique, Lous Gaben, que ceux qui s'adressent à nous ont déjà épuisé tous leurs droits. Ils viennent chez nous en dernier recours, quand le seuil du tolérable est déjà dépassé. » Ainsi, 77 % des familles secourues ont à peine 25 F par jour pour vivre...

Dans cet horizon noir et bouché, on aperçoit, parfois, une lueur plus rose. Un mince signe d'espoir comme celui que nous envoie Sophie Guidat. Chômeuse à cinquante ans, ayant subi en cinq ans trois licenciements, elle avait écrit en février 1978 dans nos colonnes, racontant sa traversée du désert et ses désillusions. Aujourd'hui, elle nous écrit : « Je suis restée 21 mois sous le tunnel... Tous les affronts, toutes les humiliations, toutes les épreuves, ces périodes d'espoir et de désespoir, je les ai vécus. Maintenant que tout va bien — j'ai refait mon trou dans l'activité tertiaire — je veux à mon tour aider ceux qui restent, et que mon cas apporte aux lecteurs concernés un peu d'espoir... » ●

Méditerranée: le territoire privilégié du machisme

PAR GILBERT SANS

TERRITOIRE de rencontre et de confrontation, entre l'Est et l'Ouest, le Nord et le Sud, la Méditerranée, de toute évidence, possède quelques caractéristiques propres fort agréables : un climat privilégié, une hospitalité légendaire, un foyer de culture et d'histoire. Traditionnellement, la Méditerranée est perméable, ouverte à la communication. Bref, il fait bon — quelquefois — y vivre. Depuis toujours, les observateurs attentifs s'échinent toutefois à remarquer que la vie y est — en règle générale — moins douce et agréable pour les femmes que pour les hommes. La Méditerranée est une mer de sexisme, de misogynie et de surexploitation féminine.

Les participantes à la récente conférence des femmes de la Méditerranée — organisée par les femmes du Pasok (Parti socialiste grec) — aura pu, une nouvelle fois, en dresser le bilan. Des militantes politiques de très nombreuses nations de la rive européenne comme de la rive africaine étaient présentes à Athènes. Le Front Polisario — conception extensive de l'aire méditerranéenne — y fut admis comme participant à part entière, tandis que certains thèmes politiques délibérément conflictuels provoquaient une prise de position de la délégation du Parti socialiste français (Véronique Neiertz, Chantal Pérez) : « Nous ne sommes pas venues à Athènes pour faire le procès d'Israël, de l'Irak ou de l'Iran... mais pour discuter du rôle des femmes dans nos sociétés ». Sitôt dit, sitôt fait. Deux exemples.

Le rapport des femmes grecques du Pasok est particulièrement remarquable pour la clarté de son analyse : à la division de la société en classes sociales antagonistes — c'est l'exploitation verticale — qu'il ne s'agit nullement de nier, correspond également une exploitation horizontale : discriminations « techniques » (origine, sexe, etc.) créées par la classe dominante. Ainsi le parlement grec — c'est le même rapport qui nous l'apprend — ne compte que neuf femmes (dont il est vrai quatre — presque une moitié — du Pasok).

En Espagne, le salaire horaire des femmes peut être de 70 à 80 % inférieur à celui des hommes. A la campagne, le travail féminin est principalement « familial et non rémunéré, soumis aux cycles des saisons, sans qualification, exclusivement manuel et répétitif (ce sont les hommes qui conduisent les machines). 30 % des foyers du pays n'ont pas d'eau courante, 5 % pas d'électricité. « D'autre part — ajoute Carlota Bustelo, élue socialiste et féministe espagnole —, et comme résultat d'une situation d'injustice séculaire qui s'est traduite en une structure sociale typique — le caciquisme —, des relations particulières de soumission, de subordination psychologique s'établissent entre la population rurale et les élites locales (maires, prêtres, médecins, etc.). » La représentante du P.s.o.e. notant même plus loin « le peu d'enthousiasme du mouvement ouvrier quand il faut défendre les revendications des femmes ».

De telles rencontres internationales doivent se renouveler. Ce fut le souhait clairement exprimé des participantes. La conférence d'Athènes constitue un premier pas dans la réappropriation par les femmes méditerranéennes de leur identité et de leur dignité. ●

COREE DU NORD

La planète du grand leader

Pas question d'utiliser les paramètres habituels de la politique pour juger de la Corée du Nord. Il s'agit d'une autre planète. Un "paradis" avec un "sauveur" à sa tête

PAR GUY PERRIMOND



Sygma

UNE scène ! Pyongyang est d'abord cela, une scène gigantesque. Car cette ville neuve — il y a vingt-cinq ans la capitale de la Corée du Nord n'était qu'un champ de ruines — semble avoir été ordonnée pour que les dirigeants et le peuple mettent en scène, jouent et rejouent sans cesse leur « attachement », leur « respect », leur « amour ». Et les calmes avenues de Pyongyang deviennent celles d'une autre planète : ici le « collectif » règne en maître. A deux exceptions près : Kim il Sung, secrétaire général du Parti du travail de Corée, président de la République, maréchal ; et son fils Kim Jong il, secrétaire à l'organisation du Parti, héritier annoncé.

Pyongyang, octobre 1980. La Corée du Nord est encore un pays en voie de développement. Tout le prouve. Les rares chiffres obtenus — revenu national, dette extérieure —, l'état de l'industrie, la « sobriété » des objets fabriqués, le niveau des consommations individuelles. Mais, et c'est là la réussite — et la force — du régime cette société est égalitaire. Tout au moins pour la plus grande partie de la population. Ici pas de bidonvilles, pas d'enfants sous-alimentés, en haillons. Pas de chômeurs, pas de prostituées. Les attributs habituels du sous-développement sont chose inconnue, la misère classique des pays dont le revenu annuel par tête d'habitant est inférieur à huit cents dollars ne prend pas à la gorge.

C'est la propreté qui surprend d'abord. Dès la sortie de l'aéroport, la campagne fait songer à un jardin. Si les paysans ne représentent plus que 25 % de la population active, leur travail visiblement est efficace. Sur la route peu de voitures mais des camions, des jeeps — qui ne sont pas réservées seulement à l'armée — et des piétons. Ici on marche à pied. A Pyongyang, malgré le métro, les bus et les trolleys, cela surprend. Sur les trottoirs, trop larges pour que l'on ait l'impression d'avoir affaire à une foule, les piétons se succèdent.

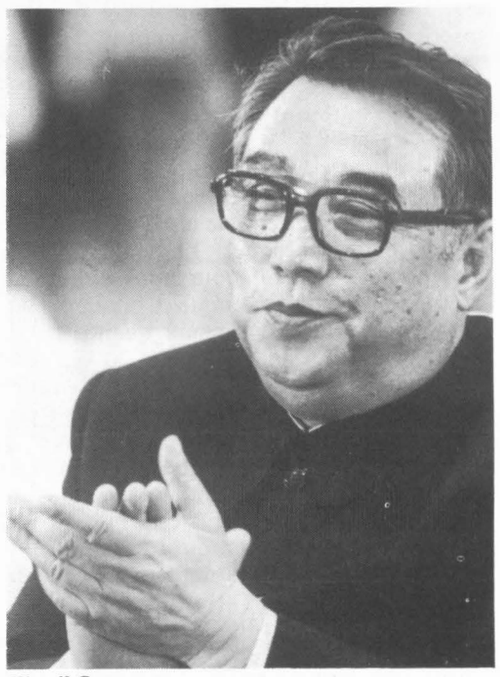
Tout pour la façade

Non seulement la ville est neuve, mais elle est « monumentale ». Les bâtiments à usage officiel ou collectif rythment le tissu urbain : palais divers — de la culture, des enfants, etc. dont l'usage ne correspond pas toujours au nom —, ensemble sportif, arc de triomphe, station de métro et ministères. En reconstruisant leur ville les Coréens n'ont pas oublié le décor : les fontaines, statues, peintures murales ou mosaïques. Si les logements sont exigus — une ou deux pièces par famille et la famille ne se limite pas toujours au couple et ses enfants — ici on n'a pas lésiné sur ce qu'il faut bien appeler des consommations ostentatoires collectives. Et l'on n'arrive pas à se défaire de l'impression que le marbre du métro, la beauté, le luxe des théâtres, du cirque, des ensembles sportifs a un but bien précis : mettre en valeur le collectif face à l'individuel. Si les logements sont exigus, on n'a pas oublié de rendre belles les façades. Et très vite, l'étranger réalise que la capitale nord-coréenne a été conçue comme un décor : la façade, l'apparence n'est pas ignorée. Mieux, elle est magnifiée, utilisée. Ici le contenant a autant d'importance que le contenu. Et personne ne me dira : « Que voulez-vous il fallait aller vite, reloger l'ensemble de la population. » Ici on a redessiné les parcs en même temps que l'on construisait les logements.

Mais les vraies surprises viennent après : en Corée du Nord, par exemple, il n'y a pas de fiscalité. Ou quasiment pas. La notion d'impôts — directs ou indirects — est inconnue. L'Etat fixe les salaires et les







Kim il Sung.

prix, le montant des loyers est ridicule. Les municipalités reçoivent leur budget de l'Etat et le revenu social semble aussi important que celui dû aux salaires.

Ici il me faut être approximatif, me limiter aux impressions. Car les chiffres sont rares : le rapport d'activité du comité central du VIe congrès du Parti du travail lu par Kim il Sung n'en contient pratiquement pas, et les discussions privées sont une source aléatoire. Mais il y a les faits. L'éventail des salaires — de 50 wuans à 350 — est relativement limité. La médecine est gratuite ; les enfants partent pour aller à l'école dans des uniformes fournis par l'Etat — des cadeaux du vénéré président Kim il Sung, m'expliquera-t-on —, la nourriture ne semble pas chère et il n'y a pas de queue dans les magasins. Il ne semble pas exister de marché parallèle — je n'ai pas vu de marché paysan par exemple — et les lopins individuels donnent l'impression d'être réservés aux consommations familiales.

Comme dans l'ensemble des pays de l'Est une certaine mythologie a prévalu lorsque l'on a fixé les barèmes des salaires. Officiellement un mineur gagne autant qu'un ministre et dans les entreprises on explique gravement que les meilleurs ouvriers ont un revenu supérieur à celui du directeur. Inutile de pousser davantage l'interrogatoire : officiellement aucun avantage ne s'attache à la charge. Pourtant il m'arrivera de rencontrer des hommes aux costumes de drap visiblement tissés à l'étranger. Entre eux un seul point commun, leur niveau de responsabilité dans le Parti. Mais au fil du discours on a l'impression de s'enfoncer dans une société religieuse : le conflit, la contradiction ont disparu. Tout semble aller de soi : les entreprises ont des crèches et des jardins d'enfants, les femmes sont toutes qualifiées — mais au congrès elles seront rares —, l'école de onze ans — ce qui fait terminer les études à 17 ans — est obligatoire et sa gratuité permet à tous les enfants d'aller jusqu'au bout du cycle, l'organisation de l'industrie et de l'agriculture évite les blocages. Bref si tout ne baigne pas dans l'huile, ce n'est qu'à propos de détails...

Très vite pourtant les interrogations, les appréhensions sont venues. Pour un Occidental, le culte de la personnalité, c'est d'abord les portraits géants de Kim il Sung, les statues. Car le culte s'inscrit dans le tracé de la ville : le centre en est la place Kim il Sung, construite pour les défilés, les manifestations de masse. J'y verrai, un matin, un million de personnes défiler et un soir cent mille donner une représentation de danse. Ici pas de magasin, pas de lieu de loisir. Le centre de la ville est un autel où le chef vient applaudir son peuple. Et où le peuple vient apercevoir son leader, debout tout en haut d'une tribune d'honneur.

« Papa maréchal », c'est ainsi qu'on appelle Kim il Sung dans les chansons d'enfants, veut symboliser tout à la fois l'indépendance nationale, les succès économiques, l'histoire du pays, la foi en l'avenir. « Nous avons été colonisés par les Japonais parce que nous n'avions pas de leader pour dire au peuple de se battre. » Dans l'histoire officielle de la Corée c'est à partir de la parole et de la volonté d'un seul que tout est devenu possible. Pour cela il a fallu gommer quelques réalités, oublier bien des pages d'histoire. A Panmoundjon, sur la frontière entre le Nord et le Sud, on a « oublié » l'aide militaire soviétique et la présence des troupes chinoises lors du conflit avec les Etats-Unis. « Ce n'est pas l'essentiel », m'a-t-on répondu, alors que je m'étonnais d'un tel oubli. Car il fallait que la victoire ne soit due qu'à l'armée popu-

laire conduite par le maréchal. Ailleurs, dans les entreprises, on ignore l'importance de la dette extérieure, les efforts techniques, financiers des Chinois et des Soviétiques dans les premières années de la reconstruction. Ailleurs encore on résume l'histoire de la guérilla contre les Japonais aux décisions de Kim il Sung. Et s'il existe un cimetière des héros, il est très loin en dehors de la ville alors que les musées célébrant les mérites du « grand leader » sont des monuments sans cesse visités.

La force du culte de la personnalité réside donc dans tout ce qu'il symbolise : pour ce peuple qui depuis trop longtemps vit en quasi-autarcie — le monde extérieur doit être à ses yeux un enfer ou un purgatoire puisque son pays est « un paradis » — Kim il Sung n'est pas qu'un chef d'Etat. Il est « le sauveur ». Et tout l'appareil d'information, tout l'ensemble éducatif, tout le parti répète cela à longueur de journée. Il faut avoir visité un jardin d'enfants, avoir entendu une troupe enfantine chanter, vu les salles d'études sur la pensée de Kim il Sung dans un palais de l'enfance pour comprendre.

Dans un pays coupé du monde extérieur — pas de musique « étrangère », pas de film importé, pas d'information sur le reste du monde — ayant vécu une guerre sans merci, entouré seulement de géants — la Chine, l'U.r.s.s. et le Japon —, le culte du président n'est pas qu'une technique de pouvoir : il fut — il est encore — un moyen de mobilisation, un refuge contre les menaces extérieures.

Mais le plus étonnant était à venir. Dans tous les musées Kim il Sung est présenté comme le descendant d'une lignée révolutionnaire. Son grand-père s'était dressé contre les Américains, son père s'était battu contre les Japonais, son oncle et son frère aussi. A travers sa famille — et à travers elle seule —, cent ans d'histoire ! Il était « normal » dans ces conditions que son fils Kim Jong il hérite du flambeau. Il y a trois grandes fêtes en Corée du Nord chaque année : la fête nationale, l'anniversaire du père, et celui du fils. Et au congrès du Parti du travail qui vient de se tenir, il a été évident pour tous, Coréens ou étrangers, que le fils était officiellement en position d'héritier.

Nationalisme très particulier

Que le scénario retenu se réalise est pourtant une autre histoire. Dans un passé récent Kim Jong il a subi une assez longue éclipse et a même été victime d'un « accident ». Le tout fut suivi d'une série de limogeages dans l'armée, et, aujourd'hui, l'héritier a une place de choix dans le « comité militaire » créé par le congrès où se retrouvent militaires et civils. Ce qui est un moyen supplémentaire pour contraindre l'armée à ne pas faire cavalier seul, à obéir. Or cette dernière a un poids énorme : sa part dans le budget national le prouve, tout comme sa présence « sur le terrain ». Dans la salle du congrès les uniformes, formant bloc, occupaient près du quart de la surface, marquant son rôle dans la nation et dans le parti. Il semble aujourd'hui que les mutations imposées donnent au fils toutes ses chances de conserver le pouvoir, de poursuivre ce qu'il faut bien appeler une politique familiale ou classique.

Coincée entre trois grands, amputée de sa partie sud, la Corée, pour demeurer, pour survivre, ne pas devenir une province périphérique d'un des grands empires voisins, a dû cultiver sa « différence ». Le résultat en est un nationalisme très particulier, une volonté de dénoncer les « dominationistes » (les grands) et de jouer un rôle dans le mouvement des non-Alignés. Sur ce plan la Corée du Nord a quelques atouts. Ses succès économiques et sociaux, sa stabilité donnent à ses dirigeants des moyens d'action réels, un prestige particulier auprès du gouvernement pour qui « le culte » n'est pas forcément condamnable. Les difficultés actuelles du mouvement des non-Alignés, qui n'a pas encore surmonté le choc de l'intervention soviétique en Afghanistan, le retrait relatif de l'Inde, la mort de Tito, laissent espérer à ce petit pays de 17 millions d'habitants de jouer un certain rôle. A deux détails près : ses « difficultés » économiques et — faut-il écrire, surtout ? — la part de mégalomanie collective créée par le culte.

Pourront-ils demeurer « infantiles » ?

Les difficultés économiques sont évidentes. Pour se développer le pays a besoin de trouver des débouchés extérieurs afin de réduire sa dette et de pouvoir importer tout d'abord de la technologie, puis tout simplement des biens de consommation. Ce qui dans les conditions actuelles est plus facile à dire qu'à faire. Certes, au Japon une partie du patronat songe à utiliser la Corée du Nord qui, avec une main-d'œuvre déjà qualifiée, sa paix sociale, les gains de productivité à venir, peut être vite devenir un sous-traitant intéressant. La France, qui ne reconnaît pas le gouvernement de Pyongyang, oubliant que la guerre froide est une époque révolue, ne joue pas, en Corée du Nord, le rôle qui pourrait être le sien. A moins que la phrase de Kim il Sung sur la construction de plusieurs centrales nucléaires donne quelques idées à nos diplomates ! Peut-être qu'à Pyongyang d'ailleurs, on se dit que le débloquage viendra des Etats-Unis. Ce qui explique le réalisme des propositions sur la réunification, passant par une étape fédérale, propositions qui ont l'avantage de rappeler que le problème demeure, tout en indiquant qu'au Nord on est conscient qu'il faudra du temps pour le régler et que si « les autres » savent saisir l'occasion, ceux du Nord sauront limiter leurs exigences.

C'est alors que les véritables problèmes se poseront. Confrontés au reste du monde, les Coréens accepteront-ils de demeurer « infantiles », ce à quoi aboutit la forme particulière du culte de la personnalité, tout en modifiant profondément leurs habitudes de travail ? Car toute insertion dans le marché mondial, compte tenu de ce que peut offrir la Corée du Nord, passe d'abord par une croissance sensible de la productivité. Pour cela il faudra certes des investissements lourds — pour les usines, les moyens de transport, — mais surtout accélérer les cadences, rationaliser, standardiser le travail. Ce jour-là, le rêve des Coréens, « l'amour » qu'ils portent au « papa » risque fort de voler en éclats. Car quelle que soit la culture d'un peuple, quelles que soient les formes prises par le « crime », il faut un jour ou l'autre que les peuples, comme les individus, « tuent » leur père. ●

COREE DU SUD

L'archipel des bourreaux

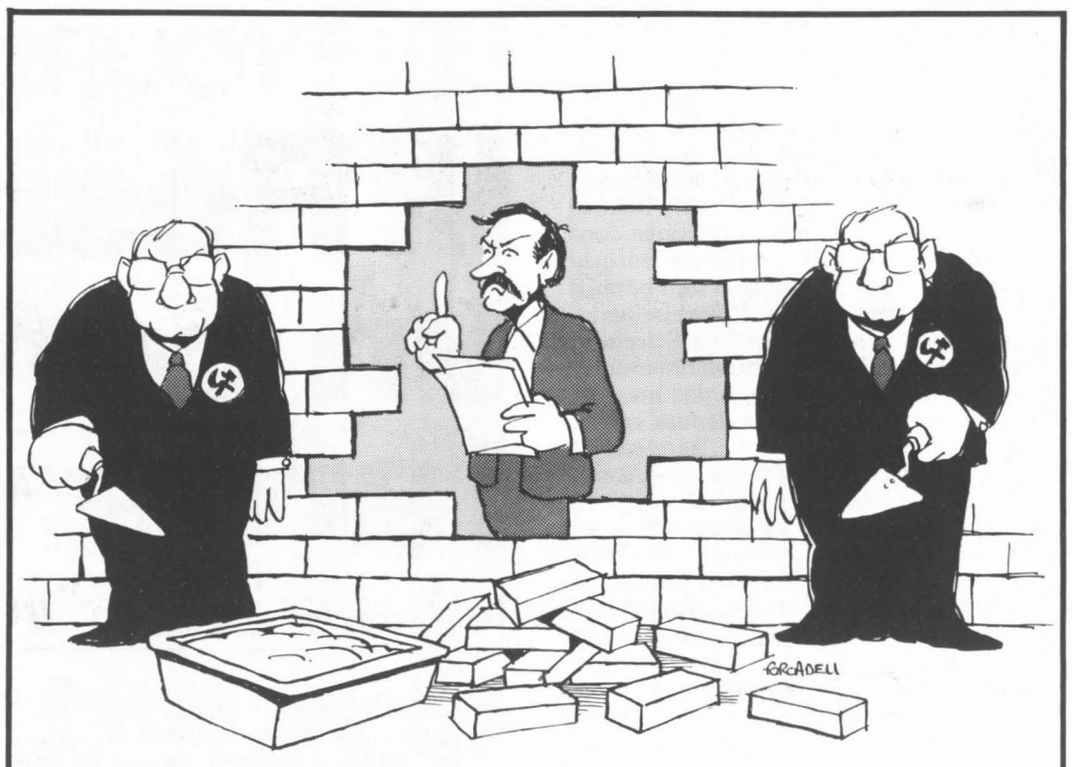
Il faut sauver Kim Dae Jung, condamné à mort, après un pseudo-procès, par les militaires fascistes au pouvoir à Séoul

PAR GILBERT SANS

LE leader de l'opposition sud-coréenne (ancien candidat à l'élection présidentielle contre le général Park, enlevé de manière rocambolesque à Tokyo par la C.i.a. et ramené à Séoul en 1973) va-t-il payer de sa vie sa trop grande popularité parmi son peuple ? Kim Dae Jung a été condamné à mort le 17 septembre dernier par la Cour martiale.

Cette sentence ressemble davantage à une liquidation physique légalisée, à un assassinat, qu'à un procès de saine justice, ainsi que le révèlent la Ligue des droits de l'homme et le Bureau européen du Conseil de liaison des Coréens à l'étranger. Comme l'affirmeront par la suite plusieurs des co-inculpés de Kim Dae Jung, toutes les méthodes sont bonnes pour extorquer les « aveux » des accusés. Les droits les plus élémentaires de la défense seront foulés aux pieds. La Cour martiale ne cherchera même pas — et pour cause ! — à étayer un tant soit peu ses propres accusations contre Kim

(suite en page 8)



POLOGNE

L'hiver sera froid...

PAR GUY PERRIMOND

LES Polonais sont prévenus : pas question qu'ils aillent trop loin, leurs alliés ne le leur permettront pas ! Les responsables est-allemands, tchécoslovaques et roumains ont, à tour de rôle, rappelé aux dirigeants actuels du Poup (le Parti communiste polonais) qu'il convenait de ne pas mettre en cause « les acquis du socialisme ». Erick Honecker, le numéro un est-allemand, a été la plus clair : « La Pologne restera socialiste et la R.d.a. son alliée pour toujours y veillera avec ses amis. » Inutile de dire que ce rôle de gendarme n'a pas dû faire sourire les Polonais...

A vrai dire les questions posées par ces avertissements sont multiples. Faut-il y voir la réédition des menaces de juillet 1968 proférées à l'égard du Parti communiste tchèque et qui furent suivies... par une intervention militaire ? Ce serait aller un peu vite en besogne.

Tout se passe comme si les responsables des pays de l'Est tentaient, par leurs discours, de prévenir... tout le monde. Les Polonais bien sûr, mais également leur propre classe ouvrière ainsi que les Occidentaux. Pour les premiers, le discours a plusieurs sens. Tout d'abord marquer les limites d'une expérience. Puis prendre date pour l'avenir. Car les rapports de force au sein du Poup sont tels qu'ils n'est pas absurde de penser que certains de ceux qu'à Varsovie on appelle les « conservateurs » utiliseront tôt ou tard de tels avertissements pour bloquer le processus engagé et, pourquoi pas, tenter de faire marche arrière.

Pourtant — et dans le cas roumain cela ne semble faire aucun doute — les avertissements ont chaque fois un usage interne. C'est à leur propre classe ouvrière que les dirigeants des pays de l'Est se sont adressés. Car tous savent que la crise polonaise reflète, révèle la crise générale que connaissent ces pays. Déjà, en Roumanie, en Tchécoslovaquie, en Hongrie, des grèves viennent d'avoir lieu. A Bucarest Nicolas Ceaucescu a prévenu les siens : « Je ne laisserais pas la situation se dégrader », leur a-t-il dit en substance. Mais officiellement c'est aux Polonais qu'il s'est adressé. En Hongrie, les choses se sont tout de même passées plus correctement : le Premier ministre hongrois a demandé aux syndicats « de jouer pleinement leur rôle ». Ce qui correspond à l'attitude habituelle des Hongrois faite de prudence, de calme et de réalisme.

Pour Berlin-Est le discours est autant à usage externe qu'interne. En gros, l'avertissement d'Honecker peut être entendu ainsi : « Entre la détente et le calme dans notre camp, nous avons choisi le calme. S'il le faut, nous interviendrons d'une manière ou d'une autre. Que les Occidentaux n'aient pas d'illusions à ce propos. » D'ailleurs ces derniers n'en ont guère. Joseph Luns, le secrétaire général de l'Otan, a d'ailleurs indiqué qu'il ne croyait pas en une intervention militaire et que de toute manière rien n'était prévu au cas où... Ce qui laisse les mains libres à tout le monde et en particulier aux Soviétiques, qui, depuis deux semaines, ont fait silence sur l'automne polonais.

A Varsovie, Wladislas Kania, le nouveau secrétaire général du Poup, a bien compris le danger. Dans la tradition communiste un « débordement » est acceptable à condition que ce ne soit pas le parti qui, débordé, conduise le changement. Sinon il l'authentifie, lui donne une légitimité inacceptable. En réponse à Honecker, Kania a donc affirmé que le processus était irréversible — ce qui est courageux — et que le parti en avait pris la charge, ce qui signifie qu'il n'a pas besoin d'aide extérieure pour demeurer dans des limites raisonnables. Ce n'est pourtant pas tout le parti qui se sent responsable de ce devenir. Le fait qu'aucune date n'ait été fixée pour le prochain congrès est révélateur : de bas en haut de la hiérarchie communiste polonaise, les hommes en place ont été désignés par l'ancienne direction. Croire que les grèves de Gdansk ont suffi pour les transformer tous en partisans du nouveau cours serait faire preuve d'une grande naïveté. Dès lors, la date d'un congrès est un enjeu politique majeur. Car si une direction peut commettre des erreurs, un congrès, qui est la représentation symbolique de tout le parti, n'a pas le droit à l'erreur. On l'a vu en 1968, lorsque les partisans de Dubcek voulaient à tout prix tenir leur congrès alors que ceux de Bilak et d'Husak faisaient appel aux Soviétiques. Basculer la date du congrès n'est donc pas seulement gagner du temps. C'est empêcher de faire entrer la réalité dans les textes de la loi.

Tout se passe donc comme si chacun prenait date et avertissait les autres de sa détermination. A Moscou, le silence n'est que relatif. Déjà, on explique aux Soviétiques que l'aide financière réservée à la Pologne est lourde. Ce qui peut permettre, un jour, de la supprimer. Et d'étrangler le pays ! Dans les autres pays du pacte on dit tout haut ce que Moscou ne veut pas encore dire, et à Varsovie on attend.

Car si l'Eglise vient d'appuyer de toute son autorité morale les efforts des nouveaux syndicalistes, si elle peut ainsi être, ouvertement, le lieu de bons offices entre les syndicats Solidarité et le pouvoir, rien ne semble réglé entre eux. Si pour Kania le « processus est irréversible », le refus d'enregistrement des statuts prouve que tout n'est pas joué. Et que si personne n'ose apparaître comme défenseur d'une normalisation éventuelle, s'il est trop tôt pour que d'autres puissent dire « ça suffit », les freins, les provocations ne sont pas à exclure.

Et les syndicalistes de Solidarité eux-mêmes ont à faire face à des forces centrifuges, à l'impatience. Leur faut-il affronter le parti ou lui faire confiance ? Faut-il relancer la grève quitte à accroître les difficultés ? On le voit, les avertissements d'Erick Honecker et de ses pairs n'ont pas suffi pour « calmer » les Polonais. Ils ont seulement obscurci un peu plus le ciel et rappelé au reste du monde qu'il ne fallait pas se bercer d'illusions : la démocratisation du bloc soviétique sera lente et difficile. ●

(suite de la page 7)

(sédition, complot...). Le tribunal n'apportera finalement aucune preuve tangible d'une quelconque culpabilité de la part du leader libéral. On accuse sans preuve. On condamne en fonction de ces accusations. C'est bien un assassinat.

Un assassinat et un procès politique dont l'objectif avoué est d'étouffer la voix la plus forte, et la plus périlleuse de l'opposition sud-coréenne pour le régime militaire en place. Dans le grand silence pré-électoral américain, seule la protestation internationale peut encore maintenir la pression nécessaire sur les bourreaux. Il faut sauver Kim Dae Jung.

Particulièrement présent dans la dénonciation de la répression institutionnalisée en Corée du Sud, le Parti socialiste, dès le 17 septembre, protestait vivement contre la condamnation de Kim et appelait « à une mobilisation nationale et internationale de tous les démocrates ». Le P.s. exigeait par ailleurs une intervention immédiate du gouvernement français. On attend encore... Symboliquement l'Internationale socialiste a invité Kim Dae Jung à son prochain congrès, en novembre, à Madrid ; après que le régime de Chon ait refusé qu'une mission d'enquête de l'I.s. sur les atteintes aux droits de l'homme vienne rencontrer, en Corée même, Kim Dae Jung.

Avec la bénédiction des Etats-Unis

La réprobation n'étouffe d'ailleurs ni le gouvernement japonais ni le gouvernement américain. Juges et gouvernants de Séoul font d'ailleurs remarquer avec plaisir que « le jugement (de Kim) a tenu compte des relations diplomatiques de la Corée du Sud ». Doit-on oublier que le nouveau maître de Séoul, le général Chon, n'est parvenu au pouvoir, éliminant le général Park et ses rivaux, que grâce à la bénédiction des Etats-Unis. Sécurité d'abord, pense-t-on à Washington. Sécurité et prudence électorale : en attendant Reagan...

L'ex-premier ministre japonais M. Fukuda était, lui, en septembre, en visite à Séoul où il déclarait notamment considérer le procès de M. Kim Dae Jung comme « une affaire intérieure à la Corée ». Les propos plus que modérés du politicien nippon ont pris l'allure d'une reconnaissance pure et simple du régime dictatorial du général Chon. Fukuda est d'ailleurs le plus souvent considéré comme l'un des hommes forts du lobby nippo-coréen. Affaires plus que lucratives, pots de vin, bourrage de crâne, contrôle des populations... Ce puissant lobby serait largement pénétré et influencé par l'extrême droite et le « milieu ».

Familiers de la tragédie

La liquidation du président Park à la fin de 1979, rapidement suivie par la libération de Kim Dae Jung, alors emprisonné, avait fait naître de réels espoirs de démocratisation dans le pays. Depuis, de nombreuses grèves ouvrières — même si des informations précises sont difficiles à collecter en ce domaine — ont été sauvagement réprimées. La presse est baillonnée, l'université bouclée. Au printemps dernier la révolte populaire et étudiante de Kwangju s'est achevée en tragédie, l'armée faisant des centaines de victimes civiles.

Kwangju : pour la première fois depuis de nombreuses années, les fascistes au pouvoir ont eu réellement peur. Cette véritable révolte de masse exprimait la revendication de réformes démocratiques profondes du régime. Kim Dae Jung — fervent catholique s'il en est — sera alors accusé d'avoir fomenté et préparé ces troubles. En liaison — comme il se doit — avec la Corée du Nord... Outre leur férocité, les dictatures fascistes ont souvent un second trait en commun : leur stupidité.

Aujourd'hui « les gens sont inquiets, mais familiers à la tragédie ils ne le montrent pas beaucoup — nous écrit un témoin (1) digne de foi. L'évêque est venu ici pour donner la confirmation à 240 jeunes et adultes samedi dernier. Il a fait un sermon vibrant sur les événements. On l'a écouté poliment, puis on est allé vite faire les photos et boire du coca-cola en riant. La vie est plus forte que tout ! Il y a une chose qu'on ne voit jamais dans ce pays, c'est la fameuse déprime européenne... Maintenant, il fait 30°, et la saison des pluies s'annonce rapprochée. On attend le prochain orage ».

Il faut sauver Kim Dae Jung. ●

(1) Nous préservons, bien entendu, l'anonymat de notre correspondant à Séoul.

UN "TOURISTE" EN AFGHANISTAN

II. Résistance : un combat de tribus fardé d'idéologie

PAR HERVE BARRE



Hervé avec Anouar Amin, au Nouristan.

Après Kaboul (voir "l'Unité" n°395) Hervé Barré a passé plusieurs semaines avec les résistants afghans. Au Nouristan et au Pakistan, il a rencontré une pléiade d'organisations concurrentes, de la plus progressiste à la plus réactionnaire en passant par la plus corrompue. Ce qui lui fait dire que, lorsque le peuple afghan aura chassé les Soviétiques, il n'aura recouvré que la moitié de sa liberté

A Kaboul je rencontre un représentant du Front des combattants modjahid d'Afghanistan qui regroupe cinq organisations progressistes et se sait traqué tant par le gouvernement que par les groupes de résistants intégristes. Ces organisations ont en conséquence adopté ce que l'on pourrait appeler un « profil bas » ou un programme minimum. Toutes les forces sont tendues vers un objectif prioritaire : « Chasser l'occupant soviétique et abattre le gouvernement fantoche... Pour le programme social, on verra après la victoire. » L'échec du soulèvement du 5 août 1979 à la suite d'une trahison a rendu prudents les militants du Front, dont la technique consiste à se faire reconnaître par les villageois comme des alliés, à les aider, pour que « les masses paysannes puissent constituer un rempart » lorsque le besoin existera. L'effort militant porte sur les campagnes qui, dans une stratégie qui ne nous est pas inconnue, encercleront les villes et les feront tomber comme un fruit mûr.

Une femme responsable du « Groupe révolutionnaire des femmes d'Afghanistan » m'explique le combat des militantes révolutionnaires.

Les objectifs sont les mêmes que ceux du Front. Leur effort porte également sur les campagnes. A long terme, l'objectif est d'obtenir l'égalité des sexes, la scolarisation des femmes. Ces deux mouvements révolutionnaires combattent pour une république islamique comme première étape.

Le retour en autocar vers le Pakistan me réservait une nouvelle surprise. Entre Sarobi et Jallalabad, des moudjahidines du Herbi Islami de Gulbuddin arrêtent tous les véhicules et en font descendre les occupants. Nous grimpons sous bonne escorte jusqu'à ce que des rochers nous mettent hors de vue des hélicoptères. Commence alors l'interrogatoire de chacun par un jeune barbu fanatique : questions coupantes, réponses embarrassées des passagers : qui es-tu ? où vas-tu ? pourquoi tu ne combats pas ? un bon musulman se doit de faire la Jihad ! Pourquoi ces photos dans ton portefeuille ? Donne-moi ton argent ! Ceux qui, comme certains jeunes gens de Kaboul, ont les cheveux un peu longs, ne répondent pas bien aux questions sur l'islam ou présentent des indices de « mollesse » religieuse et de contamination occidentale sont traités de parchamis, frappés, battus et gardés prisonniers. Pour quel destin ? L'obstacle de la langue et les documents que le Front m'a chargé de remettre à leurs amis de Peshawar me dissuadent d'intervenir. Heureusement, je ne suis pas fouillé. Je profite de la confusion de notre libération pour faire fuir un jeune retenu comme suspect en le poussant devant moi dans les rochers.

Vieilles haines et particularismes

Arrivés en terrain découvert, je suis soudain projeté à terre et tiré sous un rocher. Le jeune Hahib a vu de loin des hélicoptères MI-24 qui vrombissent maintenant au-dessus de nous sans nous voir. Sans nous comprendre nous nous remercions en riant d'avoir pu nous sauver du péril.

De Peshawar, je rejoins la haute vallée de la Chitral d'où je passe au Nouristan en compagnie du commandant Abdul Latif, lieutenant de Anouar Amin, chef du Front de libération du Nouristan, dont l'influence s'étend sur la partie occidentale du Nouristan. Nous passons par les montagnes, évitant les douaniers pakistanais et les mines antipersonnel de couleur verte, en forme de feuille.

Pendant quinze jours, je parcourrai à pied cette région aux paysages magnifiques, de type tropical dans les vallées, nordique lorsque l'on s'approche des sommets où les sapins et la neige remplacent épineux et rochers. Dans ce décor sauvage les villages sont accrochés aux pentes, les maisons de bois et de torchis disposées de sorte que le toit de celle du dessous serve de terrasse à celle du haut. Des cultures en terrasse de maïs et de blé entourent les maisons. Les troupeaux de chèvres, qui se font rares car la plupart des animaux ont été vendus pour acheter des fusils, fournissent un appoint en fromage à une nourriture très frustre.

Les particularismes sont restés très forts. De vieilles haines ont longtemps opposé ces montagnards — convertis à l'islam à la fin du XIXe siècle, et où des survivances du matriarcat subsistent — aux tribus pachtous et gojours.

Kaboul a utilisé cet antagonisme pour envoyer ces derniers en expédition de pillage au Nouristan. Aujourd'hui, c'est la réconciliation et Anouar Amin a accepté le ralliement de ces tribus au combat contre Kaboul.

La traversée des différentes vallées offre des contrastes saisissants. Celle-ci, bombardée, n'est presque plus peuplée, son économie ruinée, la nourriture rare, celle-là, épargnée, vit en autarcie totale comme si la guerre n'existait pas.

Depuis le départ de l'administration, c'est le conseil des notables, dit « des barbes grises », qui prend les décisions après une discussion libre avec tous les hommes du village. Je n'ai pas trouvé de propriétaires fonciers importants. Comment y en aurait-il lorsque les cultures en terrasses ne dépassent jamais quelques hectares ? Pas de grands féodaux, mais une structure sociale hiérarchisée, comportant la dépendance économique des plus pauvres envers les plus riches, pour le crédit, les outils de travail et l'eau notamment. Il est remarquable également que ce sont les femmes qui sont chargées d'effectuer les travaux des champs les plus pénibles.

Dans les villages que nous traversons, le commandant Abdel Latif organise une Jirgah (assemblée populaire) où l'on débat de toutes les affaires du village et pour la circonstance de la prochaine attaque du fort de Bariko, une des dernières enclaves gouvernementales au Nouristan. Le commandant distribue aux enfants des fascicules contenant des sourates du Coran et termine ses harangues par « vive l'indépendance du Nouristan ! » La conscience nationale apparaît en effet assez peu développée et la solidarité entre ethnies en est à ses balbutiements.

On se méfie des Pachtous

On aide les frères du Badaklistan au nord, du Hazaradjat à l'ouest, mais sauf exception on se méfie des Pachtous, ceux de Kaboul comme ceux de Peshawar. Un des aspects de cette guerre de l'Afghanistan apparaît ainsi : c'est d'abord une guerre de tribus et d'ethnies. Des tribus ou des vallées entières sont parchamis, kalqis, gelainistes ou rabanistes. Les ethnies minoritaires comme les Nouristanis ont pris conscience, après deux ans d'autonomie, qu'elles ne supporteront plus que leur province soit administrée par les Pachtous. « Nous reprendrons les armes si le pouvoir de Kaboul, quel qu'il soit, refuse notre autonomie », affirme Anouar Amin.

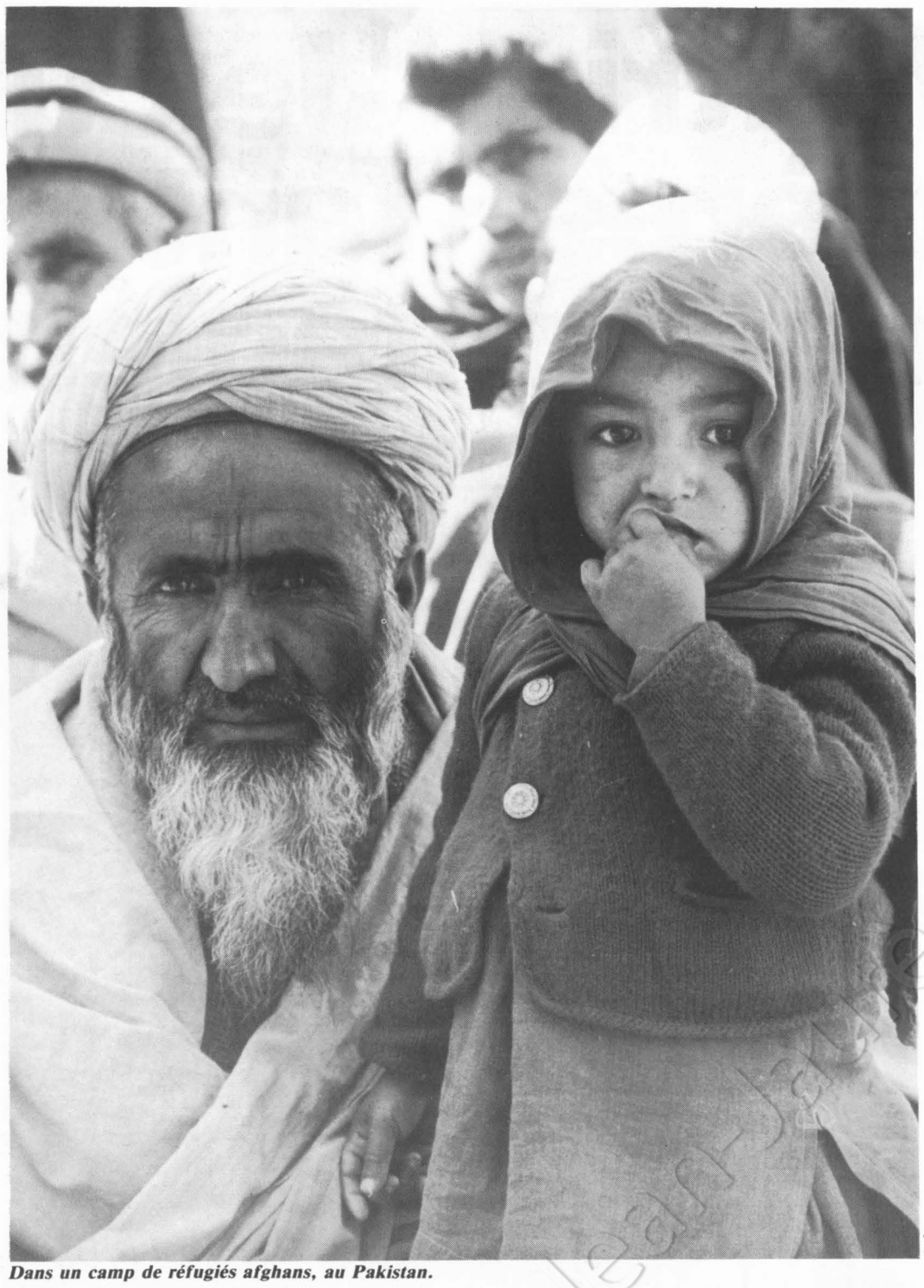
Cette tension est apparue bien réelle, lorsque, pendant la Jirgah de Kamdesh, on vient m'informer que quarante personnes désirent ardemment me voir. Je m'y rends pour apprendre qu'il s'agit de militants du Herbis de Gulbuddin qui exigent des explications sur les raisons qui m'ont fait préférer le Front du Nouristan au Hezbd Islami pour entrer au Nouristan ; je m'en sors après deux heures de palabres et de diplomatie, mais, à l'expression du visage de mon interprète, j'en déduis que l'alerte a été chaude.

Ces rapports entre groupes de résistants sont révélateurs des multiples interférences entre les motivations des combattants : lutte contre l'envahisseur étranger, mais aussi contre l'ethnie dominante et oppressive, combat culturel au nom de l'islam, dirigé autant contre le communisme athée venu du Nord que contre la civilisation industrielle de l'Occident développé.

La Jihad, la guerre sainte, a également un aspect obscurantiste et de préservation des structures socio-économiques archaïques, et des privilèges qui y sont attachés. La fermeture des écoles ne s'explique pas seulement par le départ des instituteurs pachtous. Elles ont été fermées parce qu'elles ouvraient l'esprit de la jeunesse à la connaissance rationnelle du monde, menaçant ainsi de déstabilisation un équilibre social fragile.

Nulle trace au Nouristan de fanatisme religieux. Un certain anticléricalisme même et une pratique religieuse tolérante. La fabrication du vin n'a pas été totalement abandonnée et l'on peut boire un vin nouveau faiblement alcoolisé qui n'est pas désagréable.

Le trait dominant de cette résistance c'est le morcellement extrême, dû au profond sentiment d'indépendance cultivé par chaque vallée, chaque village, qui n'entrera en guerre que s'il faut venger un membre de la famille, de la communauté. Les biens personnels revêtent une grande importance. Les chefs des villages de Gawardesch ou de Mirdesh ont décidé de suivre Anouar Amin, de Kamdesh, mais le village de Muidagal, au nord, refuse de prêter allégeance au chef du Front. Le village ne participera pas à l'attaque de Barikot. « Pourquoi voulez-vous être nos chefs ? » dit le chef du village au commandant Abdel Latif. Nous



A.f.p.

Dans un camp de réfugiés afghans, au Pakistan.

Les partis de Mandjadidi et de Gelaidi se déclarent favorables au développement économique du pays, avec l'aide des pays occidentaux industrialisés et prêts à nouer des relations économiques et diplomatiques normales avec « tous les voisins de l'Afghanistan ». Les quatre autres partis — Gulbuddin, Khalès, Mohameddi et Rabani — refusent cette dernière perspective et préfèrent compter sur l'aide des pays musulmans.

La seconde différence concerne l'attitude envers l'islam. Les mouvements de Mandjadidi et de Gelaidi, qui représentent les chefs de tribus ou les propriétaires terriens lancés dans les affaires et le commerce international, ont une conception plus tolérante, plus moderniste de l'islam. Il ne faut pas entraver l'activité économique occidentale, rejetée par les tenants d'un islam pur et dur.

Alors que je sortais d'un entretien avec M. Sayaf, président de l'Alliance islamique et qu'un de ses amis me raccompagnait en voiture, je lui faisais remarquer que la question de la justice sociale dont Sayaf faisait la pièce centrale de la république islamique ne semblait pas très bien respectée au Pakistan, dont la constitution est reconnue « conforme à l'islam ». En effet notre voiture, après avoir traversé les quartiers résidentiels aux rues larges bordées de villas noyées dans la verdure, se frayait difficilement la voie dans une ruelle sale, bordée d'échoppes et de masures insalubres, grouillante d'une foule où j'observais des portefaix peinant sous le poids de charges trop lourdes, des femmes en guenilles, occupées à déboucher les égoûts, les bras plongés dans le ruisseau nauséabond, des enfants au travail : colporteurs de rues portant des briques sur la tête, faisant cuire des galettes de pain, servant le thé dans les tchaïkhanes, les cafés locaux. « Si les enfants travaillent c'est qu'ils le veulent, ils peuvent choisir. — A six ou huit ans ? » lui fais-je remarquer. « C'est le père qui est coupable », rectifie-t-il alors. J'objecte que le père comme tous les Pakistanais était soumis aux lois du pays qui autorisent le travail des enfants et qu'en conséquence le gouvernement était responsable. Il s'en sort par un « ce n'est pas un pays islamique pur ». Comme quoi l'esprit jésuite n'est pas exclusif à nos latitudes.



A.f.p.

Peshawar.



Sygma

Les « Fils d'Allah », groupe résistant quelque part dans la montagne.

combattons tous pour la même cause, cela ne suffit-il pas ? »

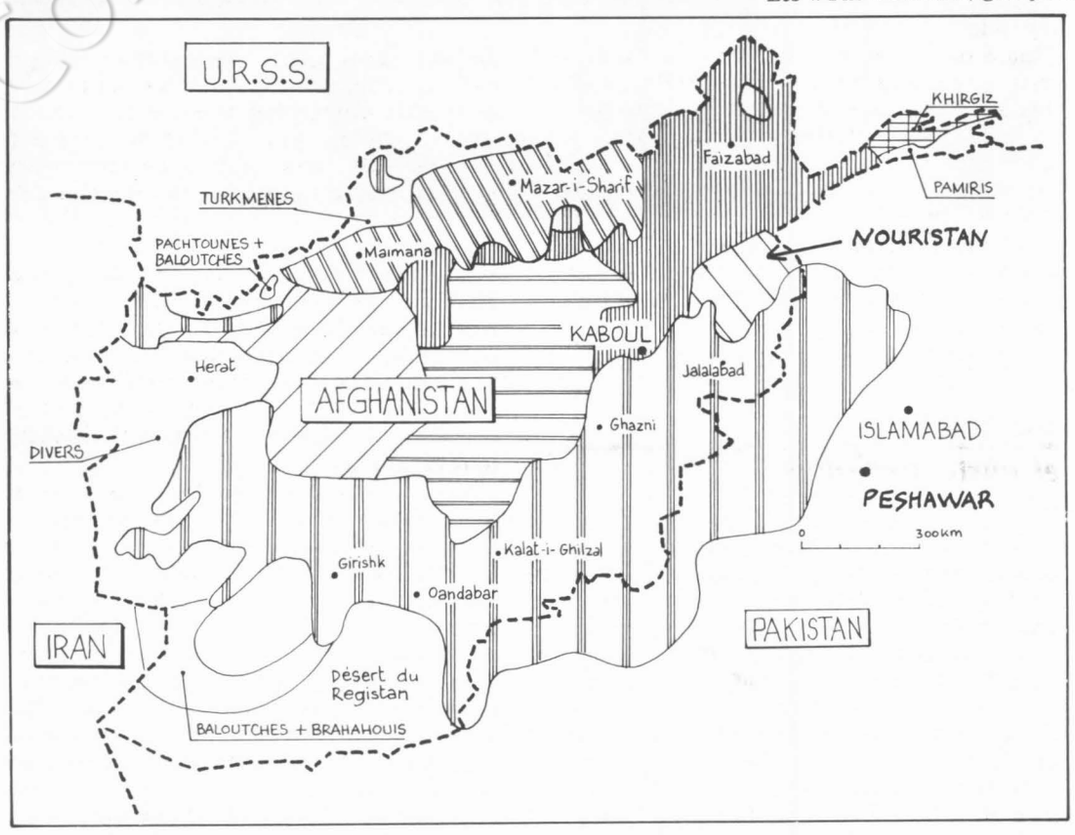
Malgré le degré d'éducation relativement élevé de certains dirigeants, le niveau culturel des masses afghanes reste très bas. Rien d'étonnant à cela si l'on sait que le taux d'analphabétisme est l'un des plus élévé du monde (95 % environ) et que la politique d'éducation du roi Zaher était quasi inexistante. La véritable faiblesse du peuple afghan est là.

Tant qu'il n'aura pas acquis un niveau culturel suffisant, le paysan afghan — sans même considérer le nomade — suivra le chef de tribu ou le chef de village sans considération de ses intérêts propres.

Lorsqu'il aura chassé le corps expéditionnaire soviétique, le peuple afghan n'aura recouvré que la moitié de sa liberté.

Les élections qui suivront risquent de voir la victoire du conservatisme social si les paysans analphabètes votent pour les grands propriétaires, les chefs de tribus ou les mollahs. Il suffit pour s'en convaincre d'écouter parler les représentants des partis afghans au Pakistan.

« Nous combattrons jusqu'au départ des soldats soviétiques, du communisme athée et au renversement de leurs serviteurs de Kaboul... Il n'y aura pas de négociation avec le gouvernement de Kaboul qui ne représente rien et est imposé par une armée étrangère... Réforme agraire ? Syndicat ? Tout cela inventé par les communistes, nous n'en avons pas besoin... Il n'y a pas de problème de nationalités et pas de questions sociales à résoudre. » Des élections, oui, bien sûr, « mais les marxistes et les athées ne pourront y participer ». D'ailleurs comment le pourraient-ils, « car ils seront en prison ». Même ceux qui luttent



actuellement contre Kaboul ? « Oui, pour un musulman cela ne fait pas la différence. »

Tous les responsables des mouvements de résistance afghans rencontrés à Peshawar sont d'accord sur ces questions, et tous montrent le même étonnement devant la passivité de l'Occident à l'égard des événements : « Aujourd'hui, les Soviétiques envahissent l'Afghanistan, demain la France. L'Occident devrait comprendre que notre combat contre le communisme est aussi le leur. Pourquoi ne nous aident-ils pas ? » Ils partagent tous le même embarras des pays frères de la communauté islamique d'Afrique ou d'Asie. Les choses ne sont pas si simples.

D'accord sur l'essentiel, ils en conviennent, les partis de Peshawar se différencient sur deux questions.

Outre leurs fastueuses conditions de vie — grandes maisons climatisées, voitures, richesses — de nombreux réfugiés afghans reprochent aux chefs de partis de ne pas se battre et de prétendre chacun à la représentation du pays alors qu'ils ne peuvent en revendiquer que quelques kilomètres carrés chacun, et près de la frontière. Il leur est également reproché de monnayer leur aide matérielle aux maquis, en vivres et en armes, contre l'adhésion à leurs partis qui peut ensuite revendiquer leurs faits d'armes. A tous ces marchandages, ces combinaisons, ces rivalités, il convient d'ajouter la corruption pour avoir le tableau exact de ce qui se passe à Peshawar.

Un des responsables afghans de la distribution de l'aide aux réfugiés me confiait son désespoir devant le pillage de l'aide internationale destinée aux réfugiés : « Si cent roupies de nourriture arrivent à l'aéroport d'Islamabad, dix roupies environ sont distribuées aux réfugiés. Des quatre-vingt-dix restant, une partie est volée ou se détériore à l'aéroport en attendant l'autorisation de sortie de l'administration pakistanaise, le reste revient aux intermédiaires ultimes, les représentants officiels des Afghans que sont les partis. »

Alors que je visitais un camp de réfugiés un enfant maigre, scrofuleux, m'aborde. « Que veut-il ? Qu'on le soigne ? A-t-il faim ? » demandais-je à l'ami afghan qui m'accompagnait. « Non, me répond-il, il demande des livres, des vrais livres pour étudier. » L'enfant grec de Victor Hugo demandait de la poudre et des balles. Celui-ci plus lucide savait déjà que seule l'éducation pouvait le tirer du désespoir et du dénuement. ●

Jean Vautrin: "Je cultive mes colères. Tant mieux si elles sont contagieuses"

PAR JEAN-PAUL LIEGEOIS

CLAP ! Vautrin, première. Il est là sur le plateau de télévision de T.f.1. Nous sommes le 29 octobre 1980. Dans quelques jours. Il est là avec sa coupe de cheveux brechtienne, ses lunettes monacales et son ironie à fleur de dents. Doux d'apparence, carnassier de préférence. Pour l'émission « la Rage de lire », le bonasse intellectuel en chaise courte Georges Suffert lui a fait une drôle de compagnie : Boileau et Narcejac, Mc Bain, Demouzon, Frédéric H. Fajardie. Impossible cocktail. Fajardie, soit. Et Mc Bain aussi. Mais les autres ? Qu'ont-ils en commun avec Jean Vautrin ? Suffert annonce sa tasse de thé de la soirée : « Touchez pas aux romans policiers ! » Auteur policier, Vautrin ? Suffert n'a pas dû le lire pour lui flanquer une telle pancarte sous le col ! Le ballet commence : tous les polars ils sont beaux, tous les auteurs ils sont gentils. Gourance, mon cher Georges : Vautrin, il est pas gentil. Mais pas gentil du tout, alors !

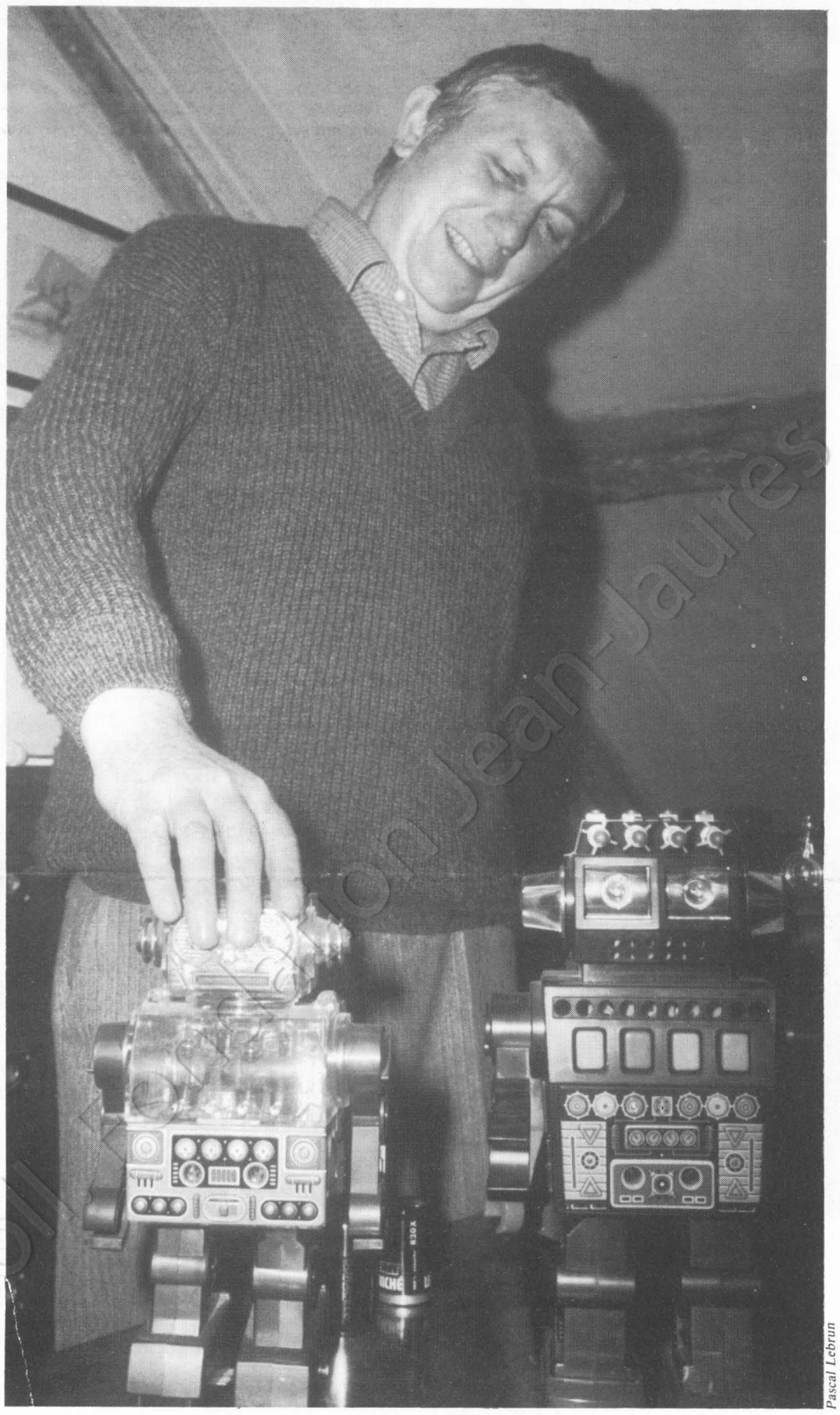
Flash-back. Vieilles bandes d'actualités. Photos jaunies ou écornées, passées au banc-titre. Vautrin ne s'appelle plus Vautrin mais Herman. Jean Herman. Là, il n'écrit plus. Il tourne. Aux côtés de Jean Grémillon, en Inde en 1956. Dans le même coin en 1957 : il est assistant de Roberto Rossellini. 1965 : avec Raymond Queneau et sa femme ; il a adapté « le Dimanche de la vie » et il dirige Françoise Arnould, Danièle Darrieux et Jean Rochefort. 1970 : tournage de « Popsy Pop » avec Claudia Cardinale. La séquence pourrait être très longue.

Herman, suite. Milieu des années soixante-dix. Il reste chez lui, en famille, avec ses quatre enfants et leur mère, la comédienne Anne Doat. Toujours le cinoche, mais à domicile. D'autres regardent dans les viseurs des caméras. Lui reste à son stylo. Adapte, dialogue avec Audiard ou seul. Pour de Broca (« l'Incorrigible). Pour Pinoteau (« le Grand Escogriffe »). Pour Lautner (« Flic ou voyou »). Pour Dutronc (« Nos inventions sont pacifiques »). Gagne sa vie. Fait grise mine. Enlève ses lunettes. A l'air de s'emmerder dur.

Contrechamp. Zoom. Gros plan. Vautrin, deuxième ! A sa table de travail. Adieu Herman, bonjour Vautrin. Le pied ! N'écrit que pour lui. Des livres brûlants et rageurs, désespérés et ravageurs. Des bouquins débridés, violents, sans apprêt. Du plomb fondu versé sur les vestales bienpensantes de Sainte-Littérature. Ça en chatouille plus d'un. Ça prend quelques mauvais critiques à rebrousse-poil. Mais ça n'arrête pas Vautrin. Il va son rythme. Il fait son œuvre : Balzac des banlieues bétonnées, il goudronne sa comédie humaine à grands coups de lattes dans la syntaxe et les belles manières. Il publie : « A bulletins rouges » (Gallimard, série noire), « Mister love » (Denoël), « Bloody-Mary » (Mazarine), « Typhon Gazoline » (Jean Goujon), « Groom » (Mazarine). Il réédite : « Billy-ze-Kick » (Mazarine). Il est lu.

« La marée noire du nouveau polar arrive. » « Les Nouvelles littéraires » le disent. Je n'en crois rien. C'est seulement un hasard objectif : la marée va se retirer bientôt, Vautrin va rester pour un joli bail. « Laisse-moi lire les polars américains. Et Vautrin. » C'est une bonne invite d'un des jeunes patrons dynamiques de la « nouvelle presse », de Serge July de « Libération ». Mais c'est un faux conseil : les livres de Vautrin ne sont pas des polars. Ils sont plus. Ils sont mieux. Même Poirot-Delpech, Bertrand de son prénom, ci-devant diacre littéraire en la sainte chapelle du « Monde », l'a pigé : « Jean Vautrin ne fait pas de morale. Il se glisse simplement du côté des paumés qui, en France, n'ont pas la parole. »

C'est quoi du Vautrin ? C'est d'abord des personnages : infirmes peureux et paranos, nanas graffiteuses, garagistes pourris et arrivistes, flics ou chefs de gare fascistes, tueurs de jeunes mariés, égouttiers rêveurs, paysans entêtés, etc. C'est aussi un climat : cancer sur les villes, trouille au ventre des « achélèmes », western électoral du pays de boulot-bistro-moto, folie, indifférence, connerie blanche et honte tricolore. Exagéré ? Ouvrez donc vos journaux : tout y est. Y a qu'à choisir au jour le jour.



Pascal Lebrun

C'est quoi du Vautrin ? C'est surtout une écriture. De la belle ouvrage. Des mots qui foncent, qui secouent, qui emportent, qui freinent, qui repartent au galop. Train d'enfer. Tambour battant. Bride abattue. On déguste. On savoure. On se goinfre. Ça ricane au lieu de larmoyer. Ça se fait tendre au lieu de fondre en guimauve sentimentale. C'est de la verve comme on en manquait. Réveille-toi, Céline ! Réveille-toi, talentueuse crapule de Louis-Ferdinand ! Tu as un fils : il s'appelle Jean Vautrin. Et, lui, il n'est pas facho ! Lui, il ne se trompe pas de cible, quand il se met en colère.

Dans sa préface au « Loup par les oreilles » de Frédéric H. Fajardie, Jean Vautrin écrit : « Vous n'échappez pas à Fajardie ». Et moi, je vous le prédis : vous n'échapperez pas à Vautrin. Voyez plutôt...

« L'UNITE » : Jean Vautrin. Jean Herman. Tu t'y retrouves ? Qui fait quoi ? Que fais-tu ? Le sais-tu ?

JEAN VAUTRIN : Je ne me mélange pas trop les pinceaux, rassure-toi. Le partage des rôles est très précis : sous le nom d'Herman, je travaille pour le cinéma et la télévision ; sous le nom de Vautrin, j'écris mes bouquins. Autant te l'avouer : c'est Herman qui nourrit Vautrin, c'est le cinéma qui me fait vivre. Le jour où Vautrin pourra me payer mon beurre et mes épinards, je ne travaillerai plus pour le « septième art ».

Pourquoi Vautrin ? Parce que c'est un personnage ambigu et masqué. Parce que c'est un personnage de Balzac et que je tiens Balzac pour le plus grand écrivain français. Parce que le « type » Vautrin est une des sources de ce qui est devenu le roman noir. Parce qu'une de mes grand-tantes s'appelait Vautrin. Parce que le mot est d'origine ardennaise et signifie « sanglier » dans les Ardennes : ça me convient, moi qui suis très « taureau »... Parce que mon vrai nom, Herman, m'a valu très jeune quelques déboires : enfant, on me prenait pour un Juif ou un Allemand ; et j'avais pris l'habitude d'annoncer agressivement : « Herman comme maman ». Ajoute à cela que j'ai rejeté ma famille, que je ne me suis pas senti au départ de la vie une véritale identité et tu comprendras que j'ai voulu me débarrasser de cet Herman-là.

Que fait Herman ? Que fait Vautrin ? Cette année, Herman a bien bossé. Comme scénariste. Sur un film pour Boisset, avec Belmondo, qui ne sera peut-être jamais tourné. Sur l'adaptation d'une série noire avec Claude Miller. Sur un sujet d'espionnage avec un Polonais complètement fou, Andréï Zulawsky, un ancien assistant de Wajda. Je ne suis pas trop mécontent d'Herman : ces derniers mois, il a eu la chance d'avoir affaire à des metteurs en scène plus intéressants et moins traditionnels qu'à l'habitude. Et il est question que le même Herman écrive les dialogues d'un prochain film de Francis Girod, « Bloody Mary », tiré du roman d'un certain Vautrin...

Vautrin, justement, est en forme. Il est plongé dans son prochain livre qui paraîtra aux Presses de la Renaissance, dans la collection « les Faits et la fiction » : « Captain Führer ». Sujet : la montée du fascisme en France, du côté d'une ville mythique qui continue à ressembler à Sarcelles. J'avais commencé à écrire avant les événements récents. L'actualité me prouve (hélas !) que mon sujet est bon. Je suis décidé à jouer le jeu à fond, en me servant de mon expérience du cinéma : ce n'est pas seulement l'ensemble du livre qui prendra racine dans la réalité, c'est chaque chapitre qui démarrera à partir d'un réel fait divers. J'ai l'embarras du choix.

— Encore un livre qui va t'attirer des réflexions dans le genre de celle de ton copain Michel Audiard : « Comment peut-on écrire des horreurs pareilles ? »

— Je ne sais pas vraiment ce qu'Audiard pense de mes livres. Il s'en tire par des pirouettes. De quelles horreurs parle-t-il ? Je ne précède aucune horreur, je ne suis à la remorque d'aucune non plus. Je pars d'une matière vraie que je trouve exemplaire. En écrivant, j'ai sans doute tendance à être romanesque, exagérateur, poétique, lyrique même. Mais c'est seulement par souci d'être bien compris, pas par envie de déformer. Disons que je fais dans l'hyperréalisme, un peu à la façon de la bande dessinée. D'ailleurs j'ai un projet avec Tardi : ce n'est peut-être pas un hasard...

— Il n'empêche qu'on t'accuse volontiers de « noircir », de donner tête et plume première dans le pessimimsme et le catastrophisme...

— Je n'écris pas des polars. J'écris des romans noirs, effectivement. C'est un genre, pas une philosophie. C'est un moyen que j'ai trouvé et que j'assume pour parler de mon époque, de mes contemporains. J'ai comme une inquiétude : nous sommes à vingt années de l'an 2000 et, autour de moi, la plupart des gens continuent à penser et à écrire comme au XIXe siècle. Moi, je n'ai pas envie de rentrer dans ce moule désuet. Ça ne veut pas dire que je souhaite finir dans un tiroir sous le label « marginal forcené ».

Pessimiste ? C'est vite dit. On prétend que je fais du catastrophisme. Moi, je constate plutôt que les gens font de l'optimisme à tout crin. C'est-à-dire de l'auto-aveuglement systématique. Depuis que de Gaulle a fait revenir l'essence dans les pompes, chacun est rentré chez sa caravane et chez sa carte de crédit, chacun se laisse chaque jour enfoncer un peu plus la tête dans le bocal. Il se passe des trucs hors du bocal ! Alerte ! Pendant qu'on nous crétinise, on tue, on assassine, on viole, on habite dans des cages à lapins. Ne faudrait-il pas trouver autre chose à vivre ? Je réponds : je ne trouve pas ça amusant, amusons-nous autrement, ce sera quand même plus drôle. Que diable ! Je mets aussi de l'humour dans mes bouquins ! C'est tout à fait dans mon tempérament : je suis sanguin, j'aime la vie, la bouffe, les amis, la chaleur humaine. Et quand je vois qu'on nous ampute de tout cela et que beaucoup laissent faire, alors je me fous en colère. Mes romans noirs, ce sont d'abord des gros coups de colère.

— Une colère très individuelle. Où te mène-t-elle ?

— Je ne suis pas un individualiste borné. Je suis plutôt un solitaire. Nuance ! Ce qui ne m'empêche pas d'être solidaire. Si je ne suis pas militant, c'est que je me sais trop peu discipliné : il y a des jeudis où je ne serai pas là... Mais je comprends qu'on se fasse militant.

Je ne m'intéresse qu'à deux choses : l'homme et la société dans laquelle il vit.

Ce sont précisément les terrains où naissent mes colères. J'écris par le petit bout de la lorgnette : mes « héros » n'en sont pas. Ce sont des personnages très ordinaires, de petites gens que je rencontre, qui existent, que tout le monde peut rencontrer. Je ne me sens pas la fibre hugolienne. Je suis plutôt du côté des personnags de Caldwell, du côté des destins sans grandeur mais non sans misère.

— « Du côté des paumés », comme dit Poirot-Delpech ?

— C'est profondément vrai. Mais je n'ai ni le complexe ni la fierté de la marginalité. Je vibre seulement avec ceux qui me semblent les plus poignants, les plus déshérités. Et si un jour je ressens comme nécessaire de faire plus, de sauter le pas, qui sait ? je me retrouverai peut-être militant... Parce que je suis conscient de l'essentiel : il y a des tas de gens qui vont vraiment très mal vivre les années qui viennent. L'angoisse monte. Il va bien falloir faire quelque chose.

— Tes romans, tu crois que c'est une médication contre l'angoisse ambiante ?

— Quelque part peut-être... Prenons l'exemple de Planoise. Une Zup. Une cité-dortoir de Besançon. Rien. Un désert de béton. Là-bas, des animateurs culturels ont choisi d'agiter le cocotier autour de « Billy-ze-Kick ». Pendant deux ans. Les enfants des écoles dessinent autour de mon personnage mythique, d'une sorte de Fantomas d'aujourd'hui dont ils font ce qu'ils veulent. Une troupe légère en a fait un spectacle de marionnettes, va le jouer à domicile, chez les gens, dans les appartements et chante la « goualante » de Billy. Ça fait une catalyse. « Billy » interroge les gens de Planoise et ces gens se posent des questions sur eux-mêmes. C'est à double tranchant. Mais je trouve que c'est formidable : c'est exactement le ressort et le fonctionnement de la littérature populaire.

Ça ne veut pas dire, pour autant, que mes livres soient des remèdes. Il n'appartient pas à un écrivain de se faire sentencieux : « Il faudrait que telle chose disparaisse. Il faudrait guillotiner Machin ». La plume, c'est pas la terreur. Mais il appartient peut-être à un écrivain de cultiver ses colères. Tant mieux s'il est contagieux. Tant mieux s'il est entendu. Et tant mieux s'il crie un peu à l'avance. Après tout, mon flic fasciste de « Bloody-Mary » était plutôt prémonitoire... Je ne prophétisais pas, j'étais seulement lucide. Et ça, je le revendique.

Le roman noir, finalement, c'est sans doute un signal d'alarme. Il n'y a pas d'école du roman noir, il n'y a que des types qui crient à travers le roman noir. Mais ils pourraient aussi bien le faire à travers la bande dessinée ou la chanson. Tiens, il est question que j'écrive des chansons pour Renaud.

— Et le cinéma ? Et la télévision ? Tu ne pourrais pas y crier ?

— Je dois beaucoup au cinéma. Pas seulement du pognon. J'y ai appris à écrire selon différents rythmes et différents tons. Mais je m'y sens bridé dans les circonstances actuelles. Parce que le cinéma français s'autocensure constamment. Il s'enferme dans une dialectique à bon marché où les idées finissent toujours par baisser pavillon devant les considérations économiques. Au départ d'un projet, il peut y avoir une ambition d'auteur, certes ; mais elle est vite rabotée par la nécessité d'adapter l'histoire à une limite budgétaire, à une vedette sans laquelle on ne pourrait pas monter l'affaire et à un créneau commercial qui est censé vendre du billet. Finalement, entre le point de départ d'un film et son arrivée dans les salles, il y a toujours un décalage totalement négatif.

Quant à la télévision, la censure est ailleurs. Elle s'appelle peur ou médiocrité. J'ai reçu un coup de fil significatif ces jours : « Pourriez-vous envisager d'adapter des œuvres d'académiciens ou de jeunes auteurs de renom ? » Si j'accepte, je signerai forcément un travail pépère et conservateur. Dans le système actuel, aucune force vive, aucune œuvre contestatrice ne peut voir le jour à la télévision. Les exceptions n'étant que des soupapes de sécurité.

La provocation et la colère n'ont pas de place en France : ni sur le grand écran ni sur le petit. Reste, pour moi, le roman noir. Mais je ne me fais pas d'illusion : pour l'instant, ce n'est pas un vecteur très percutant. Quand un roman noir est vendu à trente mille exemplaires, c'est le bout du monde... On est loin de l'impact que pouvait avoir les feuilletons au siècle dernier. Je rêve du jour où le roman noir aura droit de cité à la télévision.

— Comment travailles-tu ? Comment accouches-tu de tes romans ?

— C'est assez compliqué. C'est plutôt long. C'est tout à fait bizarre. D'abord, je découpe beaucoup d'articles dans la presse, chaque jour : ce matériau de base m'enracine constamment dans mon temps. Ensuite, j'ai des agendas où je note des phrases entendues, où je fais le portrait rapide des gens que je rencontre. Les idées sont implicites : elles découlent des personnages rencontrés qui m'ont accroché. Enfin, il y a l'événement qui déclenche tout. C'est le cas pour « Captain Führer » que je suis en train d'écrire. Dernièrement, en allant à Metz, je suis retourné pour la première fois dans le village de mes grands-parents maternels et de ma mère, en Lorraine. En discutant avec les gens de là-bas, je me suis aperçu qu'ils vivaient avec une conviction : un jour, il y aura de nouveau la guerre. Je suis revenu chez moi très déprimé. Et je me suis rendu compte que la même peur m'habitait, qu'il fallait que j'en parle. L'envie d'écrire « Captain Führer » m'a pris à ce moment-là. Mais j'avais depuis longtemps accumulé des coupures de journaux sur la montée du néo-nazisme.

— « Captain Führer » va encore se dérouler dans une ville. Mais « Typhon Gazoline » est une fable campagnarde. Tu as l'intention d'alterner, à l'avenir, roman des villes et roman des champs ?

— J'ai commencé par la ville parce que je n'avais pas le choix : presque tout le monde vit en ville, on nous a mis en ville sans nous demander notre avis. La ville est donc l'endroit où tout se cristallise, où tout se pose : comment résister à l'emportement qui nous submerge ? Comment rendre un visage humain à notre vie ? Faut-il céder ? Faut-il devenir un mutant ? Mais il y a aussi de petites gens au cœur des provinces, au cœur des campagnes, loin des grandes cités : les derniers Mohicans de l'ère agraire. Je n'ai pas l'intention d'éviter le problème. J'écrirai des « romans des champs » comme tu dis. Sur un ton différent de mes « romans des villes » : dans un style plus rabelaisien.

— Il y a des constantes dans tes livres : des idées, des personnages...

— Surtout des personnages. Plus exactement : un certain fonctionnement de mes personnages. Ils ne sont jamais d'une pièce. Ils sont toujours ce qu'ils paraissent et, en même temps, ce qu'ils voudraient être. Dans le plus simple des cas : un enfant qui se prend pour un adulte ou un adulte qui se comporte comme un enfant. Ce n'est pas une invention pure et simple : chaque homme porte sa part de rêve en lui ; être double, c'est vouloir vivre plus intensément ; ça n'a rien de monstrueux.

— Tu as l'intention d'écrire longtemps, encore ?

— L'écriture de « romans noirs » est un besoin profond chez moi. Je ne me suis jamais senti aussi libre qu'en faisant cela. Solitude et colère sont devenues mes deux béquilles : je ne m'en séparerai plus. Ecrire ! C'est le dernier des métiers libres. Tu te rends compte : un crayon et du papier, c'est tout... C'est fou, c'est orgueilleux. C'est pudique et impudique. Pour moi, c'est devenu une éthique. Sans elle, désormais, je m'écroulerais.

— Tu as d'autres béquilles : Anne, tes enfants. Ce qui me pose d'ailleurs question : pourquoi ces enfants ? Comment peut-on donner la vie avec autant de fougue, quand on écrit quotidiennement et cliniquement sur les côtés sombres et assassins de la vie ?

— C'est un instinct. Un réflexe de conservation. Quand on aime quelqu'un, on fait des enfants. C'est le geste d'amour le plus naturel. Rien ne l'arrête : ni les guerres ni les catastrophes. Ce n'est pas parce qu'il y a une tempête que les arbrisseaux ne continuent pas à sortir de terre.

— Alors, pourquoi n'écris-tu pas des romans d'amour ?

— Parce que de longues pages sur une histoire d'amour, c'est un truc immobile, arrêté, impuissant. C'est le contraire de la vie qui est marche, avancée perpétuelle, élan. Je ne crois pas à ce faux bonheur où l'on s'aime comme des vaches en se regardant dans les yeux. Le vrai bonheur est toujours quelque chose de fulgurant, d'éphémère, qui s'inscrit entre deux chutes, entre deux glissades. Etre amoureux pour moi, c'est être inquiet. Et, en un sens, en écrivant des romans noirs, j'écris des romans de véritable amour, c'est-à-dire de vigilance. Je veux être un sismographe, pas une vache.

Un sismographe, je crois que c'est utile. Un roman noir, j'espère que ça sert la cause de ceux qui sont dans la merde, la cause des « petites gens »...

— La cause de la gauche ?

— Ah ! la gauche... Triste spectacle. J'irai voter. Mais, pourquoi part-on battu ? Pourquoi serait-ce perdu d'avance ? Pourquoi cette plaie qui revient et nous « démissionne » à chaque soir d'élections ? Finalement, c'est pas drôle d'être de gauche. En être, jusqu'à maintenant, pour moi, ça a toujours signifié être dans le camp des perdants. Comme si la gauche, comme moi avec mes bouquins, n'arrivait jamais à dépasser les trente mille... La gauche, c'est roman noir aussi. ●

Regards neufs sur la social-démocratie

Trouver une réponse au défi lancé par le capitalisme en crise et par le "socialisme réellement existant" exige une grande dose d'imagination

PAR COLETTE AUDRY

LE séminaire sur « le Mouvement ouvrier européen : social-démocratie et socialisme », qui s'est déroulé du vendredi 10 octobre au dimanche 12 à Gouvieux, près de Chantilly, avait été programmé par l'Institut socialiste d'études et de recherches (Iser) depuis le colloque sur le stalinisme qu'il avait réuni au début de 1979 (colloque qui va donner lieu à la parution d'un ouvrage actuellement sous presse intitulé : « Feux croisés sur le stalinisme »). L'ampleur du sujet et l'importance qu'il revêt dans le contexte internationale actuel avaient conduit cette fois les organisateurs à préférer à la formule du colloque, où les exposés ont généralement tendance à se succéder sans toujours se répondre, celle du séminaire, qui suppose une recherche en commun, une confrontation réelle — par conséquent une participation plus suivie — des intervenants et une discussion plus approfondie.

Lorsqu'elle a choisi le thème de la social-démocratie, l'équipe de l'Iser n'avait pas pour seul objectif de compléter le tableau par son second volet en s'attaquant à l'autre branche du Mouvement ouvrier scindé depuis 1919 : par-delà la symétrie des sujets, il y a, en effet, dissymétrie fondamentale des points de vue puisque, cette fois, les socialistes français conviaient des représentants des partis frères à s'interroger sur leur histoire, leur tradition, leur héritage à eux tous, ainsi que sur leur présent ; bref, à se mettre eux-mêmes en question. Dans son rapport introductif, Jean Pronteau a défini cette démarche en remarquant qu'il ne s'agissait pas cette fois de « feux croisés » mais de « regards » sur. La démarche, a-t-il ajouté « exige quelque humilité, beaucoup de tolérance et une grande compréhension ».

L'originalité — pour ne pas dire l'audace — de la tentative était encore accusée par le fait que les débats avaient lieu en présence de personnalités des Partis communistes espagnol, italien et roumain, ainsi que de la Ligue communiste yougoslave.

Autre particularité : la direction du Parti socialiste avait tenu à s'associer à l'Iser pour la préparation du séminaire et le lancement des invitations. L'assistance comprenait donc à la fois des représentants des instituts de recherche des divers pays et des personnalités politiques. Ce n'est pas seulement entre chercheurs et chercheurs que s'est développée la discussion, mais aussi entre chercheurs et politiques. Les expériences récentes et actuelles ont été appréciées et soumises à la critique par certains de ceux qui en avaient été les acteurs. Ce mélange voulu des optiques et — pour employer un mot à la mode — des « vécus » a donné aux échanges une intensité d'accent et d'intérêt peu ordinaire. A cet égard, l'un des sommets de ces journées fut atteint lorsque Karl Lidbom, ancien ministre de l'Economie du gouvernement d'Olof Palme, fit le bilan des réalisations de quarante-quatre années de gouvernement social-démocrate, mais aussi le tableau de la situation depuis que son parti a perdu le pouvoir en Suède.

L'ordre du jour surchargé n'a pas permis que prennent l'extention souhaitable certains débats de fond qui auraient pu donner lieu à eux seuls à tout un séminaire. On pense au rapport d'Alain Meyer sur la social-démocratie et l'Etat et au problème des limites auxquelles se heurte aujourd'hui la social-démocratie, exposé successivement par Jacques Delors et Christian Goux. Il reste que les questions sur lesquelles s'exerce aujourd'hui activement (les journées l'ont montré) la réflexion des divers partis ont été non seulement posées mais cernées avec précisions. Il ne semble pas qu'une vue aussi ample sur la social-démocratie ait été donnée jusqu'ici.

Pour les assistants et participants à ces journées, deux constats se dégagent fortement qui, au demeurant, n'ont pas été — et n'avaient sans doute pas à être formulés :

1°) A écouter ces communications, le Mouvement ouvrier européen apparaît sinon en reflux, du moins en état d'expectative et d'interrogation. Cela a été marqué par l'exposé sans illusion de Karl Lidbom évoqué plus haut, estimant que les deux objectifs que s'était donnés le Parti social-démocrate suédois après son échec de 1976, à savoir :

— défendre les acquis,

— préparer la prochaine avancée de réformes lors de son retour au pouvoir, se révèlent, à mesure que la crise s'approfondit, plus difficiles à atteindre que prévu. Cela a été marqué aussi par l'exposé de Horst Heidermann, président de l'Institut Fr Ebert, sur la cogestion en Allemagne, exposé remarquablement précis, modeste et dénué de triomphalisme ;

2°) Le second est celui des convergences indéniables entre la démarche du mouvement socialiste et celle de l'eurocommunisme. Cette convergence a été très bien soulignée par Fernando Claudin, de l'Institut Pablo Iglesias (Psoe). Estimant que la logique des Partis eurocommunistes, s'ils s'y tiennent, les conduit à un rapprochement avec les Partis socialistes, il a remarqué que ceux-ci, de leur côté, se trouvent aujourd'hui placés devant la nécessité de trouver une nouvelle voie, ce qui devrait amener à un rapprochement théorique des uns et des autres dans la poursuite de l'élargissement de la démocratie. La réponse au défi lancé par le capitalisme en crise et par le « socialisme réellement existant » exige donc, a-t-il conclu, une grande dose d'imagination. Elle exige aussi des deux côtés (eurocommuniste et socialiste) une transformation des partis.

Il est ressorti pour finir de ces journées que la recherche d'un nouvel internationalisme est maintenant à l'ordre du jour, pour répondre à la fois à une aspiration très consciemment ressentie et aux questions posées par la réalité actuelle et l'existence des pays du tiers monde.

Ce pourrait être le thème d'un colloque ou d'un séminaire à venir. François Mitterrand l'a abordé dans son discours de clôture. Quant à Lionel Jospin, chargé de présenter notre parti aux camarades étrangers, il a dégagé devant eux les grands traits du Projet socialiste. ●

Ô rage, ô désespoir !

Si un dieu malin voulait assassiner le théâtre - son rôle, sa fonction, sa passion - il ne s'y prendrait pas autrement que MM. Cantor et Lavaudant

PAR
MICHELLE COQUILLAT

FOULE, l'autre soir, aux Bouffes du Nord, pour « Wielopole, Wielopole » de Tadeusz Cantor. Le lieu, rachitique et lépreux, correspondait parfaitement à sa vision maladive et vénéneuse du monde. Société malade, que cette société polonaise, mourante, décimée par une violence qui affleure à chaque instant : soldats armés de piques, assassinats symboliques, crucifixions désespérées. Car les souvenirs de Cantor, dans lesquels il se promène tel un vieux mage désenchanté sont poussiéreux comme la mort et desséchés comme le socialisme de l'Europe centrale.

Ce qui est étrange dans ce spectacle dont on ne comprend pas un mot — à moins d'être Polonais —, c'est ce qu'on en saisit hors du texte : des êtres réduits à la pure bêtise, parlant d'une voix uniforme, des soldats partout et qui tuent, eux-mêmes malades, déjetés, perclus. Des prêtres qu'on tue mais qui ne cessent de ressusciter, figures ambiguës, omniprésentes et monstrueuses, si proches des soldats que les soldats parfois portent leur barrette. Et puis, sans cesse, lancinante, cette mélopée d'église, éternel cantique au son duquel les soldats marchent au pas. Sinistre alliance de l'Eglise et du pouvoir, où l'Eglise cependant est vaincue, réduite à n'être que le double d'elle-même, représentation d'une puissance spirituelle qui est morte, tuée elle aussi d'avoir voulu s'allier à la domination.



« Les Cannibales », au théâtre de la Ville.

Quant aux soldats, symbole du totalitarisme, ils sont des ombres, armées de morts dont tout discours est absent. Une révolte vous prend alors, une désolation devant un régime qui a fait cela, devant un monde d'oppression tel que les créateurs ne puissent plus faire autre chose que crier leur impuissance, que dire, tristement, désespérément, qu'ils sont réduits, abîmés, écrasés.

Car c'est bien un spectacle impuissant que celui-là : répétitif, dépourvu du moindre moyen d'expression nouveau, avec ses pantins humains blancs de craie et ses morts-vivants qui balbutient des paroles obscures. Cantor lui-même, là comme un corbeau que la vieillesse guette, offre tristement ces sinistres fleurs du mal social à ses spectateurs avec le geste désabusé de quelque génie qui saurait que là est la fin de l'art, la fin d'une création. Cela est insupportable, et une honte vous prend d'être assis là à contempler ce naufrage, que des hommes ont osé perpétré sur d'autres hommes en leur imposant une société inique, abêtissante, violente et odieuse. Une honte et une rage, car on ne peut sortir qu'en disant « pauvre Pologne » !

Quand on voit « les Cannibales » de Lavaudant, c'est d'une autre forme de rage que l'on est saisi, mais qui n'a rien à voir avec la commisération désespérée que l'on éprouve pour Cantor. Car devant ce spectacle léché, bourré de moyens, mais profondément vide, où le fond et la forme sont si complètement dissociés, on n'a jamais le sentiment, à aucun moment, que Lavaudant ait eu à souffrir d'une oppression réelle. Tout, chez lui, est surfait, maniéré, précieux. Il avait déjà assassiné Brecht en montant Puntila, il y a quelque temps. Cette fois-ci, c'est lui-même qu'il assassine, et son spectateur par la même occasion. Car son manque de créativité n'est pas dû à un manque de finance ou à la violence d'un pouvoir qui voudrait l'empêcher de s'exprimer. Non. Lavaudant ne dérange pas, quoi qu'il en ait. Son spectacle misogyne (où les deux seules femmes sont toujours respectivement saoûle ou hystérique, toujours se traînant par terre, l'insulte à la bouche et le sexe provocant, tout cela très neuf comme on le voit) est une dénonciation enfantine du capitalisme, mais on peut franchement se demander qui peut bien être concerné par la fortune ou l'infortune de ces loubards berlinois embarqués dans une aventure théâtrale chez « ces salauds » d'Américains, qui comme chacun sait sont des gens qui passent leur temps à boire du whisky et à regarder la télévision en se rendant coupables de crimes capitalistes abstraits. Pour soutenir cette vision parodique : pas de texte. Ou plutôt un texte de Lavaudant : collage d'œuvres éparses. C'est vite (très vite même) lassant. Le public n'est pas d'accord, manifeste (toujours très poliment d'ailleurs, les Parisiens sont bien civils !) mais on continue imperturbablement et... c'est long.



En regardant tout cet amalgame, on se dit alors, que non seulement les hommes comme Lavaudant ne gênent pas les puissants, mais que probablement ils les arrangent. Car enfin, voilà quelqu'un qui bénéficie d'aides substantielles de l'Etat, c'est-à-dire de la collectivité, et qui, grâce à son étiquette voyante « d'homme de gauche », perpétue la vision d'un libéralisme social salutaire. D'autant plus salutaire qu'il ne touche personne. Qui, en voyant « les Cannibales », en sortirait bouleversé au point de rejeter à jamais la société qu'on fait mine d'y mettre en accusation ? Il serait peut-être temps de se demander pourquoi tant d'argent, pourquoi tant de mansuétude à l'égard de prétendus créateur qui n'ont pour toute fonction que de désarticuler les textes, mettre à nu les mots, ou réactualiser le théâtre. Fonctions honorables mais qui désamorcent le combat. C'est probablement ce qu'on appelle noyer le poisson... de gauche. ●

« Wielopole, Wielopole », *de Tadeusz Cantor aux Bouffes du Nord.*

« Les Cannibales », *de Georges Lavaudant au Théâtre de la Ville.*

cinéma

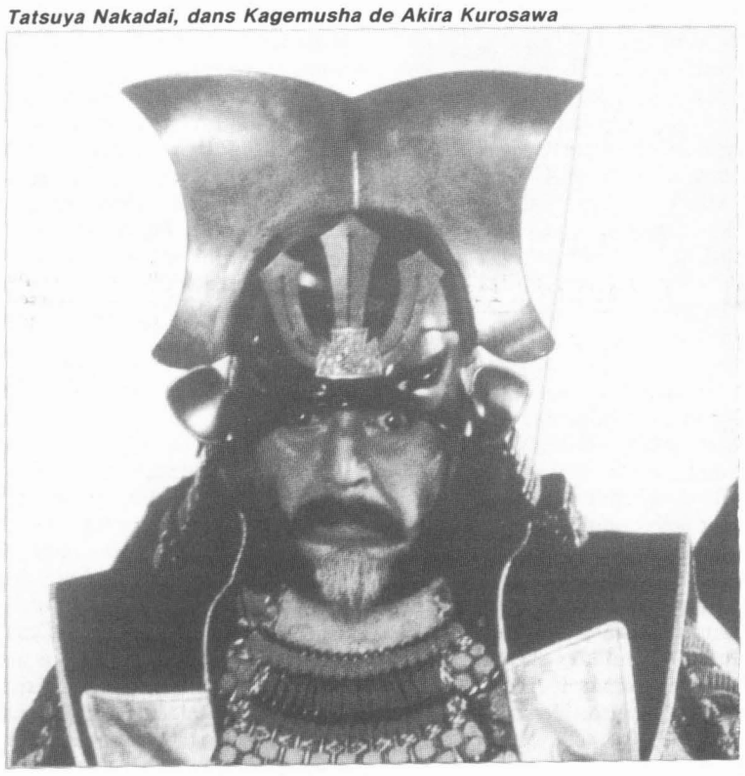
PRIX : 25 F — Quatre-vingt

N° 262

OCTOBRE 80

Pour la première fois le DICTIONNAIRE DU CINEMA FRANÇAIS DES ANNEES 70

Tatsuya Nakadai, dans Kagemusha de Akira Kurosawa



EN VENTE DANS TOUS LES KIOSQUES ET AUX EDITIONS TC
49 rue du Fbg Poissonnière - 75009 Paris

Petites annonces

Tarifs	La ligne H.T.	La ligne T.T.C.
Offres d'emploi (minimum 5 lignes)	22 F	25,87 F
Demandes d'emploi	12 F	14,11 F
Immobilier	18 F	21,17 F
Divers	18 F	21,17 F

1. Ecrivez votre texte sans aucune abréviation et comptez votre nombre de lignes. Trois lignes au minimum (47 signes par ligne blancs compris).
2. Reportez-vous au tarif et calculez le montant en fonction du prix unitaire de la ligne. L'adresse ou la domiciliation au journal sont à inclure dans votre nombre de lignes.
3. Joignez un chèque bancaire, un mandat-lettre ou un virement postal trois volets correspondant au montant final. Libellez votre titre de règlement à l'ordre de « l'Unité ». Tout courrier doit porter le numéro de référence de la petite annonce.

OFFRES D'EMPLOI

Réf. 085. La ville de Chilly-Mazarin (91380) recrute un surveillant de travaux, par voie de mutation ou concours, pour assister l'adjoint technique (contrôle des entreprises en voirie, assainissement, espaces verts).
Envoyer curriculum vitae détaillé et candidature à Monsieur le Maire.

Réf. 086. Mairie ville moyenne sud-est recrute chef de cabinet.
Ecrire à « l'Unité » qui transmettra.

La fédération des Bouches-du-Rhône organise la fête de la rose, les samedi 25 et dimanche 26 octobre à Marseille (Parc Chanot)

Thème : Conquérir de nouveaux espaces de liberté.

Animation avec Charles Aznavour, les ballets Roland Petit, le trio Eddy Louiss ainsi que de nombreuses animations extérieures et artistiques.

Allocution politique de François Mitterrand, le dimanche à 17 h.

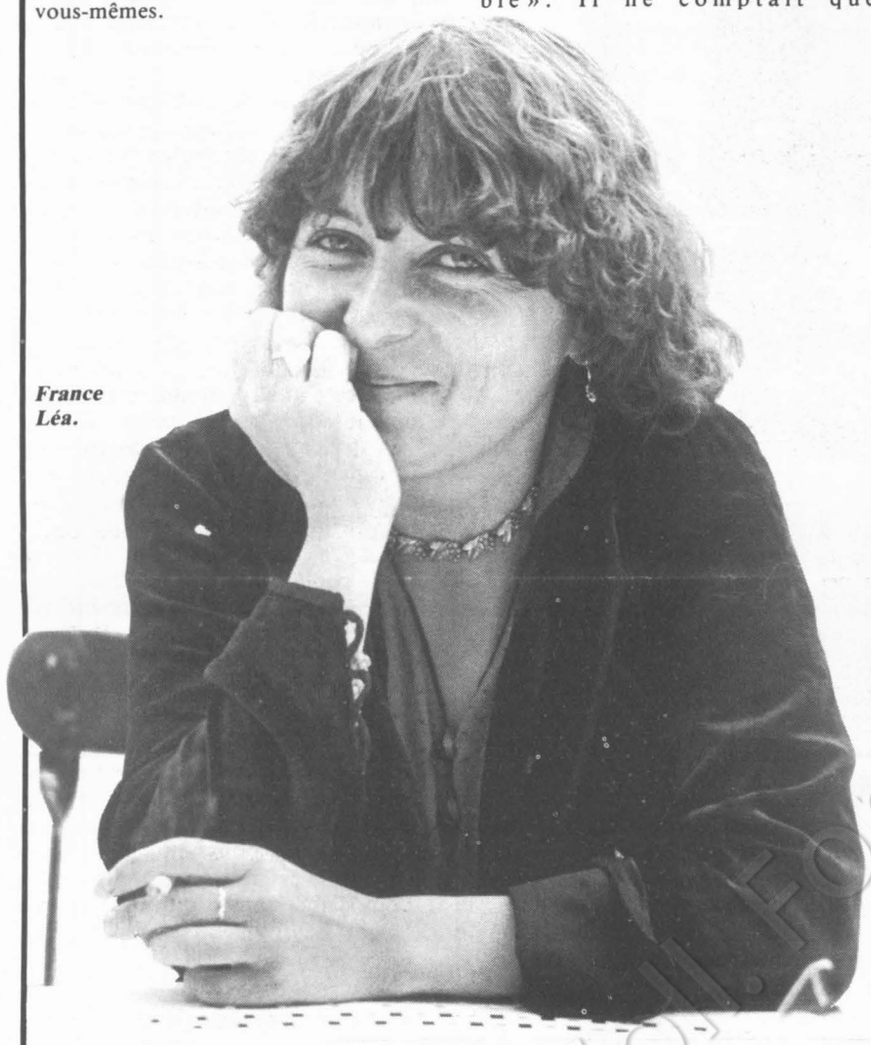
La vie d'artiste

PAR JEAN-PAUL LIEGEOIS

DOUCE FRANCE

Je connaissais une petite bonne femme qui était une « diseuse » : France Léa. Elle balançait ses textes de tréteaux en tréteaux. Elle vous décochait des mots qui font mouche et son humour comme une douche. On sortait pantelant et rafraîchi. Avec un goût de « reviens-y » au fond de la gorge. Je connaissais cette France-là, comédienne mi-rieuse mi-grinçante. Je ne me doutais pas qu'elle allait devenir chanteuse.

Elle chante ! Elle chante au théâtre Gérard Philipe de Saint-Denis (jusqu'au 29 novembre). C'est si peu dire... Elle crie, elle provoque, elle bouleverse. Ça lui monte du ventre ; ça lui sort par les yeux et les mains. Elle est si fragile, si petite. Qu'est-ce que tu fais la petite ? « J'fais rien de beau / J'fais des bulles / Qu'éclatent aussitôt. » C'est elle qui l'a écrit. C'est elle qui le chante. Et c'est beau. Triste comme un bal raté. Pétillant comme un clin d'œil. C'est elle qui a tout écrit : depuis Anne Sylvestre, personne n'avait signé des premières chansons aussi réussies. Elle devient poignante comme Piaf, la môme Léa. Pas si môme en fait. Plutôt solide : comme une Marie Cardinale qui brûlerait les planches, comme une Annie Leclerc qui oserait s'emparer d'un micro. « Je cause ma p'tite musique à moi », qu'elle dit. Mais c'est une musique que tout le monde comprend. Même les hommes, qui devraient aller écouter ça plusieurs fois. Petits phallos, mes frères, voilà de la trique comme il vous en faut. De la douce, de la généreuse. A vous faire chavirer sans douleur. Voilà de la chronique pour vous donner des nouvelles de vous-mêmes.



France Léa.

Romances pour fiançailles. Refrains pour réconciliation ou épousailles. Avec un piano et un accordéon en prime. De la chanson à pleins poumons qui, demain, courra les rues et les ondes. Des airs pour chialer ou se marrer. Y a belle lurette que l'automne n'avait pas été aussi agréable : douce France...

T'es toute petite, France. Mais, un jour, tu seras la plus grande. Dis donc, t'as pas une soirée libre ? On irait dîner tranquillement. Avant que tu ne sois trop occupée par la carrière qui t'attend...

FESTIVITÉS

Paris et sa région n'hibernent pas. Les marmotes de la culture repasseront ! En bord de Seine, les festivals battent leur plein comme au plus fort de l'été. Le Festival de cinéma des Noirs américains (1920-1980) s'achève le 25 octobre à la Fnac-Forum. Le Festival de Jazz de Paris, premier du genre, enchaîne au Théâtre Présent (211, avenue Jean-Jaurès XIXe) ; avec l'Arthur Blythe quartet au programme ; et aussi : Didier Lockwood, Portal, Lubat, Humair, Jenny Clark, Dizzy Gillespie and guests, Katia et Marielle Lebèque (qui viennent de sortir un superbe Guershwing à deux pianos chez Philips), Claude Bolling, Martial Solal et Stéphane Grapelli.

Le Festival de l'Ile-de-France continue : soixante-dix concerts d'ici au 21 décembre, dans les Yvelines, en Essonne, dans les Hauts-de-Seine, en Seine-Saint-Denis, dans le Val-de-Marne et le Val d'Oise. A l'affiche : l'Ensemble Venance Fortunat, Ars Antiqua de Paris, l'Ensemble Guillaume de Machaut, l'ensemble Polyphonique de France, les Ménestriers, etc ... Tous renseignements et calendrier détaillé au 225.11.40.

Enfin, à travers différents lieux de Paris, l'Association de l'aide à l'enfance du Viet-nam propose une « Rencontre avec la culture vietnamienne » : à la mairie du IVe arrondissement, à l'Eglise Saint-Merri, à l'Olympia, au Forum des Halles, à l'Atelier 74 (74, rue de la Verrerie), etc... (jusqu'au 5 novembre). Programme au 580.28.14.

HACHETTE LICENCIE

En pleine crise du livre, au moment où le président du Syndicat national de l'édition vient de dénoncer « les illusions de la liberté des prix », Hachette a trouvé une solution radicale : la suppression d'une de ses filiales. Il s'agit du Club du livre Hachette. Il n'était « pas assez rentable ». Il ne comptait que 350 000 abonnés, contre deux millions à son concurrent France-Loisir. Alors, on ferme ! Ce qui signifie la mise à pied de 198 employés. Une paille ! une issue qui aurait pu être évitée : les syndicats C.g.t., C.f.d.t. et C.g.c. sont unanimes pour dire qu'il y a eu « dès le départ une erreur de politique commerciale ». Mais, bien évidemment ce ne sont pas ceux qui ont commis l'erreur qui vont payer l'addition.

LA PATRIMOINE QUI FUIT...

Quelle belle année du patrimoine ! Quelle splendide politique de conservation et de protection des richesses nationales ! Quelle réussite, mon président ! Voici le dernier exemple dont j'ai eu connaissance : la famille de Jules Verne a décidé de se séparer de vingt-deux inédits de l'écrivain et de l'ensemble des manuscrits de la série « Voyages extraordinaires ». Si les beaux discours du pouvoir ne reposaient pas sur du vide, l'Etat devrait se porter acquéreur par le biais de la Bibliothèque nationale. Mais la Bibliothèque nationale n'a plus un rond en caisse. Et ce sont probablement les Américains qui vont faire main basse sur ce trésor. Merci, Giscard. Ah si Jules Verne avait été diamantaire...

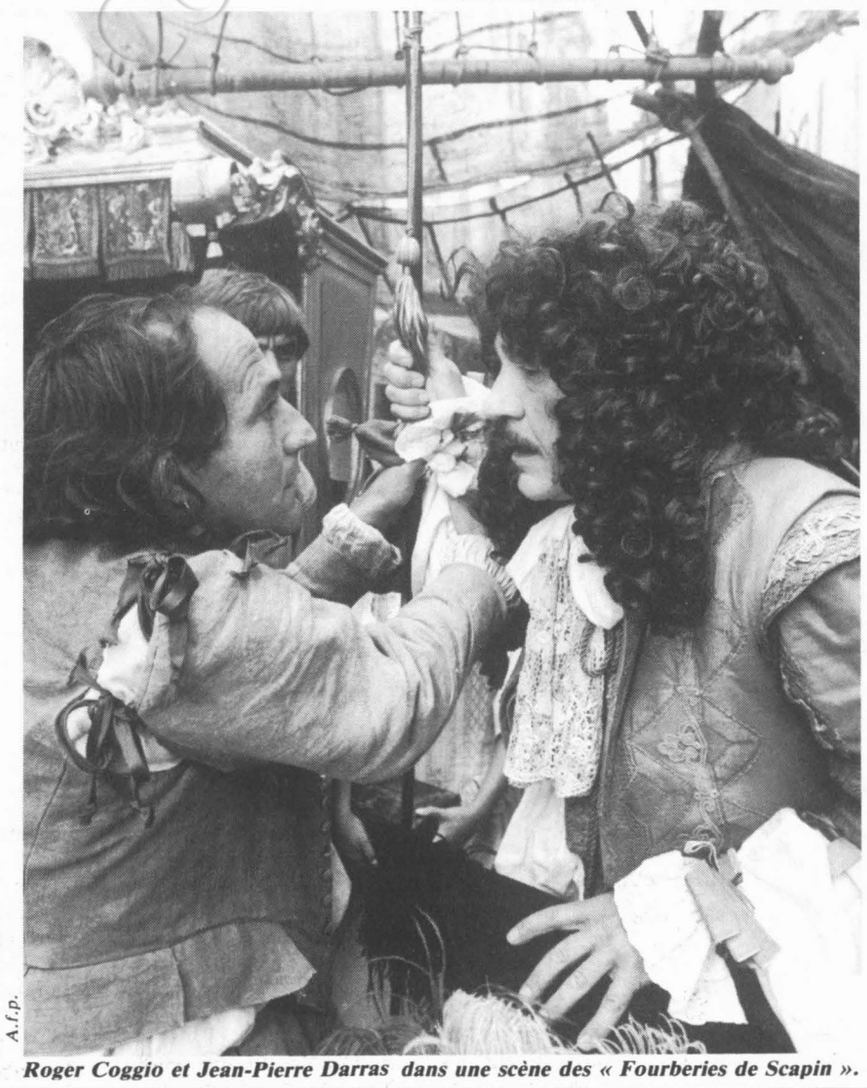
LA FEN DEVIENT PRODUCTEUR

Roger Coggio est en train de tourner une adaptation cinématographique des « Fourberies de Scapin » de Molière. A Nice et ailleurs, ça risque d'être un peu plus passionnant que « l'Avare » à la manière de de Funès. D'autant que la démarche de Coggio est assez unique. « Faire aimer le théâtre, dit-il, est mon but. Tout m'est arrivé à partir du théâtre. J'ai donc décidé de me donner les moyens de le faire aimer aux autres. Tout le monde pérore sur la culture, mais personne ne fait rien. » Et d'agir ! Et d'obtenir notamment le soutien de la Fen ; Coggio a séduit André Henry, le secrétaire général de la Fen. A travers ses 400 000 enseignants en contact avec les élèves, la Fen représente un public potentiel de 4 à 5 millions de spectateurs pour les « Fourberies de Scapin ». Sur la base de ce constat, la Casden (Caisse de retraite des enseignants) s'est « mouillée » dans la production du film. Des banques populaires aussi. Du jamais vu. Un exemple à méditer ?



Pascal Lebrun

Toto Bissainthe.



A.f.p.

Roger Coggio et Jean-Pierre Darras dans une scène des « Fourberies de Scapin ».

SIMENON INTROUVABLE

J'avais rêvé. Je m'étais dit : « Il faudrait que tu te fasses éditeur. Ne serait-ce qu'un an. Juste le temps de remettre en circulation les premiers romans de Simenon. Ceux qu'il avait publiés sous différents pseudonymes. » J'avais posé la question à Simenon : « Pourquoi ne vous occupez-vous pas de faire reparaître ces livres des années trente ? » Réponse : « On me sollicite souvent sur ce point. Mais ça ne m'intéresse pas. C'étaient des écrits alimentaires, commis à la chaîne. Je ne les renie pas. Mais, de là à les sortir des oubliettes ... » J'avais rêvé. Je m'étais dit : « Il faudrait peut-être quand même décider Simenon ». Parce que, après tout, c'est sur ce terreau quasi inconnu qu'a poussé la luxuriante plante littéraire appelée Simenon.

Mon rêve vient d'être réalisé... par son éditeur ! Simenon s'est enfin laissé convaincre. Les Presses de la Cité sortent ces jours six « Introuvables de Georges Simenon » : « Chair de beauté » et « la Fiancée du diable » signés Sim ; « Marie-Mystère » signé Jean du Perry ; « Dolorosa », « l'Amant sans nom » et « l'Inconnu » signés Jacques Brulls. Si la collection n'est pas éphémère, on devrait prochainement y découvrir les signatures de Germain d'Antibes, Georges d'Isly, Gom Gut, Gémis et la Déshabilleuse. Autant de pseudonymes sous lesquels se camouflait le futur père de Maigret.

ELLES CHANTENT

Récitals et disques : pour l'essentiel, actuellement, la chanson vit au féminin. Où sont passés ces messieurs ? Ces dames occupent la scène et les ondes.

Marie-Paule Belle est au Théâtre des Variétés au moment où sort son nouvel album : « Patins à roulettes » (Polydor POL 2473 118). Catherine Ribeiro chante au Théâtre de la Ville (jusqu'au 25 octobre) les titres de son dernier enregistrement : « la Déboussole » (Philips 6313096). Après avoir fêté « Haïti » (Disque Arion ARN 33380), Toto Bissainthe propose maintenant ses « Chants de la diaspora noire » au Palais des Glaces (du 28 octobre au 16 novembre). Mannick s'en vient avec « C'est par amour » (AZ 2330) et un passage au Petit Forum (du 27 octobre au 8 novembre). Mama Béa est encore à la Gaîté-Montparnasse pour quelques jours (jusqu'au 26 octobre) ; son plus récent trente-trois tours, « Pas peur de vous » (RCA PL 37438), n'a pas un mois.

La liste n'est pas terminée : l'époustouflante Tania Maria est au Palais des Glaces (jusqu'au 26 octobre) ; la brûlante Florence Camarroque à la Crypte Sainte-Agnès (1, rue Montmartre, Paris 1er, jusqu'au 8 novembre) ; les folles Jumelles au Théâtre d'Edgar (jusqu'à Noël). Et Marie-Josée Vilar, grand prix de l'Académie Charles Cros 1980, investit prochainement le Forum des Halles (du 12 au 29 novembre).

Et voici des disques comme s'il en pleuvait : « Je chanterai un tango » (Le chant du monde LDX 74738) par Valéria Munarriz ;« Jacques Prévert » et « Je m'aime » par Megumi Satsu (Lyrion Music 616 et 623) ; Toulaï et François Rabbath (Arion ARN 33557) ; « Cantate de tous les jours » par Giovanna Marini (Le chant du Monde LDX 74737). Ça va sûrement continuer. Je vous tiens au courant.

HUMORISTES

L'autre jour, à la station Auber, alors que je n'avais donné rendez-vous à personne, je suis tombé sur deux collaborateurs de « l'Unité » : Barrigue et Pym. Je croyais le second en voyage et le premier en Suisse. Enfin, ce n'est pas vraiment eux que j'ai rencontrés mais leurs œuvres, au milieu de six cents dessins, aquarelles et gravures. C'était une exposition, c'était écrit dessus : « Salon des dessinateurs humoristes de la presse ». Tiens Barrigue et Pym sont des humoristes ? Quelle découverte, mes chers lecteurs !

J'ai refait surface. Cinq minutes de déambulation. Et une nouvelle rencontre ! Au Mécanorma Center (49, rue des Mathurins) une rétrospective de Roland Topor. Un type qui dessine comme Pym, écrit comme Boris Vian, peint comme Daumier et parle comme Jérôme Savary. Du caustique et du tragique à la fois. Mais, au royaume des étiquettes faciles il paraît que Topor serait le roi des humoristes. Un roi qui trône jusqu'au 19 décembre. Si vous connaissez d'autres humoristes, j'en redemande ...

LAISSEZ-LES VIVRE !

Une pétition circule actuellement dans tout le pays : « La maison de la culture de Grenoble doit pouvoir vivre et maintenir ses activités. Il serait inconcevable qu'elle renonce à ses missions. Un nouveau ralentissement budgétaire constituerait une atteinte extrêmement grave à la vie culturelle de Grenoble et du département de l'Isère. Les mesures obtenues pour 1980 ont, en raison de l'accélération de l'inflation, tout juste permis de maintenir l'activité à un niveau minimal et ne peuvent avoir de sens que si elles sont prolongées par un nouvel effort financier pour l'année 1981. Nous vous demandons donc de prévoir au budget 1981, comme la ville de Grenoble en a déjà pris l'engagement, une augmentation de la subvention de notre maison au moins égale à 15 %. » Cette demande des Grenoblois est adressée à Jean-Philippe Lecat, ministre de la Culture.

Le 8 octobre dernier, à Marseille, Marcel Maréchal, directeur du nouveau Théâtre national de Marseille, a tenu une conférence de presse. Il a tiré la sonnette d'alarme : « Un théâtre national doit être financé en majeure partie par la collectivité nationale. Or, malgré les promesses successives, l'Etat semble jusqu'alors nous refuser ces moyens. (...) Si rien ne bouge, Marseille sera une nouvelle fois victime de cette espèce de discrimination qui continue de frapper, et pas seulement sur le plan culturel, le sud de la France. »

L'existence de la maison de la culture de Grenoble et celle du Théâtre national de Marseille sont menacées. La politique culturelle de « terre brûlée » de la Ve République continue. Grenoble et Marseille : deux villes socialistes. Un hasard ?

A LA BRASSERIE

Amis du jazz, bonsoir. Bonne soirée même. Si vous le souhaitez. Puisqu'il y a une bonne nouvelle à vous annoncer : la brasserie Bofinger (5, rue de la Bastille, Paris IVe) propose désormais des dîners-concerts. Et pas n'importe quoi ! Tout ce qu'il y a de mieux dans le jazz français actuel. Jugez plutôt : Jean-Louis Chautemps, Jacques Di Donato et François Jeanneau les 30 et 31 octobre ; James Brockington, Erika Howard, Rowland Rivron et Nicolas Weldon les 6,7 et 8 novembre ; Jean-Paul Celea, François Couturier et François Jeanneau les 13, 14 et 15 novembre ; Bernard Lubat, Patrick Auzier, Beb Guérin et Xavier Jouvelet les 20, 21 et 22 novembre ; le trio Daniel Humair les 27, 28 et 29 novembre. Devinez donc où je vais dîner ce soir...

Fondation

Pouvoir personnel ou personnalisation du pouvoir ?

A travers l'étude du cas Leonid Brejnev, Hélène Carrère d'Encausse démontre dans "le Pouvoir confisqué" (Flammarion) le renforcement de la collégialité et sa pétrification

UN poing fermé, symbole de la révolution prolétarienne, englué dans une gangue de plâtre blanc, c'est l'image — ô combien parlante ! — qui s'étale sur la couverture du dernier livre d'Hélène Carrère d'Encausse, « le Pouvoir confisqué » (Flammarion).

De quoi s'agit-il ? Du pouvoir soviétique ; et confisqué à qui ? à ceux au nom de qui il prétend gouverner, le peuple, les masses. Comme toujours avec Hélène Carrère d'Encausse, on se trouve en face d'un livre construit, solidement documenté et s'appuyant sur une connaissance quasi unique de l'Etat soviétique, de son Parti et des ses « apparatchiks » ! Professeur à l'Institut des sciences politiques, Hélène Carrère d'Encausse est avant tout une redoutable pédagogue qui, puissamment adossée à un montagne de documents (fourmi infatigable, elle dépouille et archive tout ce qui paraît en U.r.s.s.), construit un raisonnement et le nourrit, page après page, sans se laisser détourner de son sillon.

Spécialiste des problèmes des nationalités — et notamment des républiques musulmanes — cette universitaire, calme et cependant passionnée, s'est retrouvée propulsée au rang envié et ambigu des auteurs de best-seller en 1978 avec « l'Empire éclaté », un passionnant et aride essai dont elle me disait elle-même avec humour qu'elle n'était pas certaine que la plupart de ses cent vingt mille lecteurs avaient pu dépasser la page trente !

« Le Pouvoir confisqué », bien que plus accessible, est une très rigoureuse analyse de la prise du pouvoir par les Bolcheviks, de sa consolidation, de sa stabilisation et enfin de sa pétrification.



Impossible de comprendre le monde d'aujourd'hui, impossible de prétendre « faire de la politique » sans essayer de décortiquer ce phénomène exceptionnel, aberrant quand on y réfléchit, de 262 millions de Soviétiques, muselés, mis au pas par un parti de 16 millions de membres et dirigés sans faiblesse par une poignée de vieillards (la moyenne d'âge du Politburo est de soixante-dix ans).

Livre absolument nécessaire à toute culture politique, « le Pouvoir confisqué » doit figurer dans la bibliothèque de base de tous les socialistes s'ils veulent comprendre quelque chose à la période quasi glaciaire que nous traversons.

Nous avons choisi de publier un court extrait du « Pouvoir confisqué » qui traite de la personnalisation du pouvoir à travers le cas de Leonid Brejnev. L'équipe Brejnev, aux commandes depuis 1964, a assuré la dédramatisation de la vie politique soviétique. Les changements d'hommes se font désormais placidement, sans le meurtre et le déshonneur du temps de Staline, sans le déshonneur et l'insécurité du temps de Khrouchtchev.

Le groupe des quatre hommes qui dirigent le pays — Brejnev, Souslov, Kossyguine et Kirilenko — seraient assurés de garder le pouvoir très longtemps, si leur âge — moyenne de 75 ans — ne leur interdisait cet espoir et si les craquements qui se produisent à la périphérie de l'empire soviétique — concrétisés par la révolte de la classe ouvrière polonaise — n'étaient pas là pour nous rappeler que la « confiscation » ne sera pas éternelle.

NICOLE CHAILLOT



Sygma

EN 1956, lorsqu'il entreprit de condamner les excès du stalinisme, le XXe Congrès du Parti les attribua au culte de la personnalité. Et il admit par là même que l'essence du stalinisme, c'était un excès du pouvoir personnel. Débarrassé du pouvoir personnel, le communisme devait retrouver ses vertus et sa légitimité. Huit ans plus tard, en 1964, lorsque ses collègues éliminent Khrouchtchev du pouvoir, ils l'accusent avec une belle unanimité d'avoir restauré un pouvoir personnel. Et une fois encore, le jugement du Parti est clair : le pouvoir personnel porte en lui les germes de tous les excès et de toutes les déviations ; il est contraire à la vocation du Parti et aux intérêts sociaux. Khrouchtchev rejeté, ses collègues se sont juré de ne plus jamais laisser place au pouvoir personnel, de diriger collégialement le Parti et le pays. Quelques années de stabilité politique semblent déboucher, dès le début des années 1970, sur un phénomène bien connu : l'émergence d'une personnalité dominant une fois de plus le système. De l'équipe mise en place en 1964, un homme s'est dégagé, Brejnev, qui polarise l'attention et couvre de son nom la période tout entière. Les honneurs qui lui sont rendus dans son pays, l'attention que lui prête la société multinationale, tout paraît témoigner que, en dépit de la condamnation répétée du pouvoir personnel en U.r.s.s., ce pouvoir existe à nouveau, comme il a existé dans le passé.

Stature politique et légitimité

En théorie, il n'y a pas place en U.r.s.s. pour un pouvoir personnel, à la fois parce que le Parti le condamne et que rien dans le système politique — dans la Constitution ou les statuts du Parti — ne prévoit la concentration des pouvoirs dans les mains d'un homme. Pourtant, depuis la chute de Khrouchtchev, Brejnev s'est imposé comme dirigeant suprême. Il l'a fait parce que, progressivement, tous ceux qui pouvaient être ses rivaux ont disparu de la scène politique ; parce qu'il a concentré dans ses mains les principaux pouvoirs ; parce que le « culte » qui s'est développé autour de lui lui a donné une stature politique et une légitimité dont ne jouissent pas ses collègues.

Pouvoirs soigneusement balancés

En 1964, Khrouchtchev est éliminé au bénéfice d'une équipe dont les pouvoirs sont soigneusement balancés. Nul dans cette équipe ne domine les autres. Brejnev « coiffe » le Parti, mais Podgorny y jouit d'une autorité pour le moins égale à la sienne, car il a la responsabilité des problèmes d'organisation et de personnel dans le Parti, tandis que Kossyguine est chargé de l'appareil d'Etat. A ce petit groupe, il faut ajouter Chelepine, président du Comité de contrôle du Parti. L'équilibre des positions est renforcé par un mélange des responsabilités. Nul n'a la charge d'un domaine d'action exclusif. C'est ainsi que tous les membres de cette *Troïka* ont des activités internationales et Kossyguine est alors celui qui y joue le premier rôle. En 1965, quand l'U.r.s.s. tente de rapprocher Pakistanais et Indiens à la conférence de Tachkent, c'est le chef du gouvernement soviétique qui mène à bien cette médiation spectaculaire. Deux ans plus tard, c'est encore lui qui se rend en France et en Angleterre, puis rencontre le président Johnson à Glassboro. Ainsi, le premier sommet soviéto-américain de la période post-khrouchtchevienne est dominé par Kossyguine, et le gouvernement semble être le lieu où s'élaborent les relations internationales.

A Brejnev revient un autre secteur de la politique étrangère, qui se situe à la limite des problèmes internationaux et internes. Chef du Parti, il traite avant tout avec les pays communistes, et secondairement avec le tiers monde. En 1969, sur les 92 jours qu'il a consacrés à des relations internationales, 9 seulement ont eu pour objet des



Les vieux glaciers soviétiques : Brejnev, Kirilenko, Souslov et Kossyguine.

pays extérieurs au monde communiste, et pour l'essentiel il s'est agi de pays du tiers monde. Jusqu'à la fin des années soixante, c'est très nettement Kossyguine qui domine la politique extérieure de l'U.r.s.s. et que le monde extérieur voit le plus souvent. A l'intérieur, la répartition des tâches est tout aussi équitable. Lorsque, en été 1965, pour célébrer les vingt ans de la victoire sur l'Allemagne, le Parti décerne les titres de *villes héroïques* et leur attribue des médailles, la présence de Brejnev à Leningrad est compensée par celle de Kossyguine à Volgograd (nouveau nom de Stalingrad) et de Souslov à Odessa. La collégialité bat alors son plein. Mais, insensiblement, la situation se modifie et, comme ce fut le cas dans le passé, c'est au sein des organes dirigeants du Parti que Brejnev acquiert d'abord une position plus forte que celle de ses collègues, grâce au déplacement — pacifique — de ceux qui font contrepoids à son autorité. Podgorny passe ainsi du Secrétariat à la Présidence du Soviet suprême, qui est en 1965 une position plus honorifique que chargée de pouvoirs. Désormais maître véritable du Parti puisqu'il a la responsabilité de la sélection des cadres, Brejnev va en recevoir le titre en 1966, quand le XXIIIe Congrès rétablit le secrétariat général, illustré depuis 1922 par Staline.

Que signifient et qu'impliquent ce changement de dénomination, ce retour à un titre inégalitaire, hiérarchisant et chargé de souvenirs si tragiques ? Dès le XXIIIe Congrès, on en entrevoit les conséquences immédiates. Brejnev se voit reconnaître par ses pairs un statut exceptionnel. Il va « diriger le Comité central », déclare Katouchev, étoile montante du Parti, récemment promu premier secrétaire de l'importante région de Gorki. « Il va diriger le Politburo », précise un autre délégué au congrès, et le premier secrétaire de Kirghizie complète ce portrait en saluant en Brejnev « le chef politique du Parti ». A partir de là, le culte de Brejnev va aller s'amplifiant. D'abord, dans la manière dont on le désigne. Pour son soixante-dixième anniversaire, ses collègues saluent en lui le guide *(Vojd)* du Parti, titre auquel seuls Lénine et Staline avaient dans le passé eu droit. Pour souligner sa filiation avec Lénine, et probablement même une certaine égalité, son collègue Kirilenko définit ainsi la communauté politique soviétique : « Le Comité central, Leonid Ilitch (Brejnev) personnellement et tous ses compagnons d'armes *(Soratniki)* du Politburo. » Ici, encore, le parallèle avec Lénine est frappant. La place personnelle qui lui est reconnue dans le Parti, la désignation familière par son nom et son patronyme en omettant le nom de famille, le terme compagnons d'armes utilisé pour les compagnons de Lénine, tout paraît sortir des livres hagiographiques consacrés à Lénine et dépasse parfois le vocabulaire stalinien. Ajoutons-y, pour faire bonne mesure, « le dirigeant à la manière de Lénine », l'homme dont « la vie et l'œuvre ont été consacrées à développer et incarner la cause de Lénine », qui a « développé de manière créatrice la théorie marxiste-léniniste ». On pourrait poursuivre longtemps l'énumération des qualificatifs toujours plus glorieux qui accompagnent désormais l'invocation du nom de Leonid Brejnev. Outre ces qualificatifs, il faut faire place aux honneurs qui lui sont rendus plus fréquemment que ne le veut la tradition soviétique pourtant peu restrictive. L'U.r.s.s. est accoutumée à la célébration des jubilés personnels et politiques. Tous les dix ans, elle célèbre les anniversaires de ses dirigeants, avec éclat et force remise de décorations que l'on voit sur la poitrine des intéressés lors de grandes cérémonies. Abondamment fêté et décoré lors de ses soixante et soixante-dixième anniversaires, ce qui était normal, Brejnev l'est à nouveau pour son soixante-douzième, le 19 décembre 1978, ce qui est exceptionnel. Lors de la cérémonie organisée ce jour-là au Kremlin, Brejnev reçut pour la septième fois l'*ordre de Lénine* et pour la troisième fois la médaille d'or de *Héros de l'U.r.s.s.* Si l'on ajoute à ces trois médailles, qui ont marqué ses soixante-dix et soixante-douze ans, la médaille de *Héros du travail socialiste* qui lui a été décernée en 1961, *la médaille d'or de Karl Marx*, on constate qu'il est l'homme le plus décoré d'U.r.s.s. pour le présent, cela va sans dire, mais aussi pour le passé où il bat Staline, pourtant peu avare de décorations pour lui-même. Staline n'avait reçu que trois fois *l'ordre de Lénine*, une fois le titre de *Héros de l'U.r.s.s.*, en 1945, et une fois celui de *Héros du travail socialiste*, en 1939. On ne connaît qu'un seul précédent de plus grand cumul du titre de *Héros de l'U.r.s.s.*, c'est celui du maréchal Joukov, décoré quatre fois, mais en tant que vainqueur de la Deuxième Guerre mondiale (...).

Mandataire des communistes

(...) Cette émergence de Brejnev au sommet de la pyramide politique soviétique, qui le désigne à l'attention mondiale comme le véritable maître de l'U.r.s.s., peut-elle être tenue pour la réalité de la vie politique soviétique ou bien pour une image déformée du réel ? Il est remarquable que cette concentration des pouvoirs, dont l'U.r.s.s. connaît des précédents, s'est opérée sans que la stabilité du système politique soit affectée. Lorsqu'il s'est attribué tous les pouvoirs, Staline a imposé ses décisions à ses collègues en les déshonorant, puis en les liquidant. Il a dominé sans conteste un Parti terrorisé par les purges permanentes qu'il subissait. Lorsque à son tour il a tenté de s'imposer à ses pairs, Khrouchtchev a dû, autant qu'il le pouvait, modifier la composition de l'équipe dirigeante du Parti ; et ses pairs, peu disposés à se laisser dominer, puis éliminer, s'en sont débarrassés en peu d'années.

La montée de Brejnev vers les responsabilités suprêmes ne ressemble en rien à ces précédents. Sans doute le renouvellement des organes dirigeants en est-il un aspect ; mais on y reviendra, il a des traits particuliers qui tranchent avec les crises politiques du passé. De surcroît, les figures les plus prestigieuses du système politique soviétique, Kossyguine, Souslov, loin d'être affectées par ces changements, semblent y avoir largement contribué. Enfin, la durée du pouvoir brejnevien — en 1980 il est déjà resté au pouvoir deux fois plus longtemps que Khrouchtchev, près de trois fois plus longtemps que Lénine, et sa longévité politique semble s'apparenter à celle de Staline —, cette durée suggère un certain consensus (...).

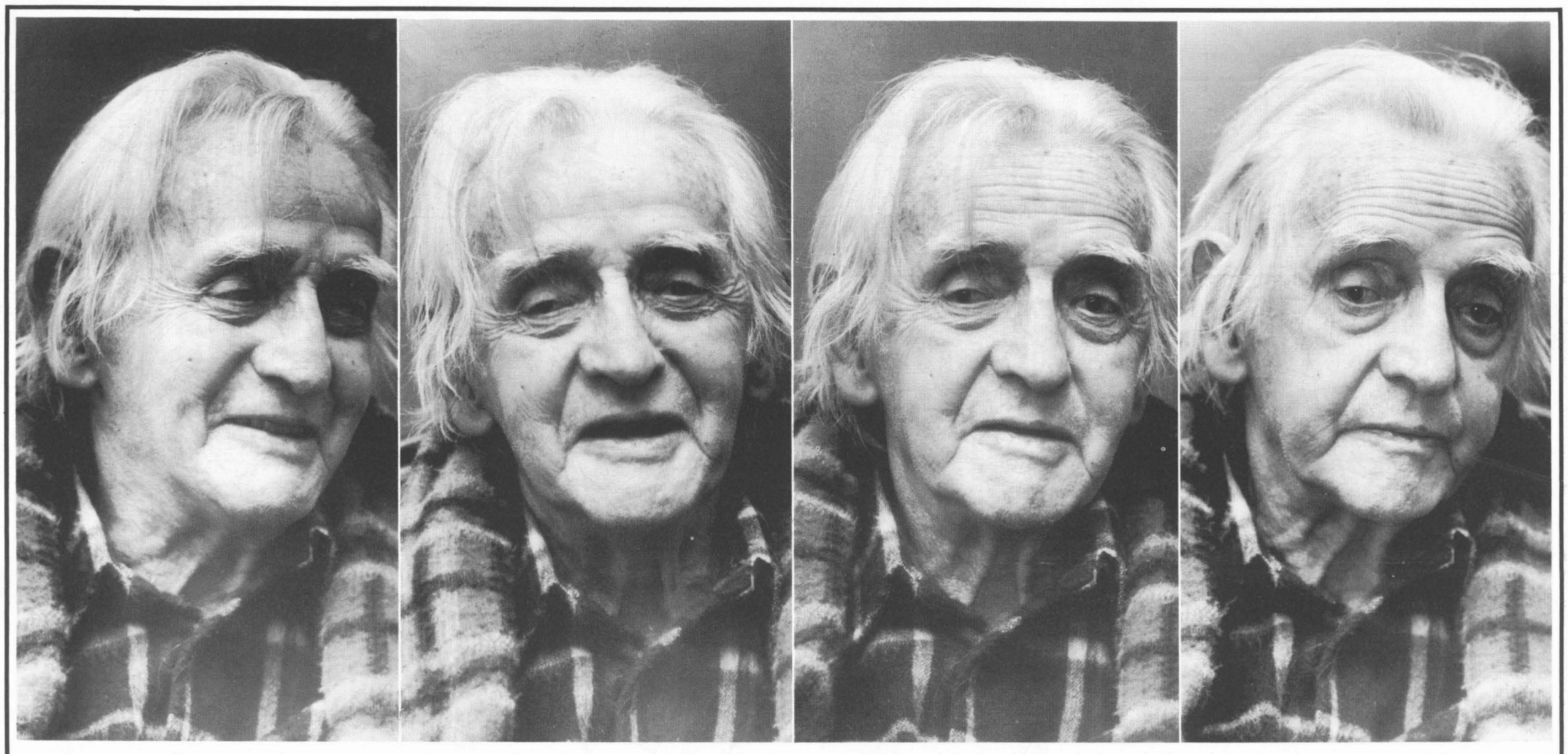
(...) « Le secrétaire général du Parti n'est pas un chef, il ne peut ordonner. Il n'est que le premier des pairs d'une direction collective élue par les communistes. »

On peut ainsi faire une double lecture de tous les textes qui fondent le culte de Brejnev. D'un côté, il y a l'abondance de ces textes, le nombre considérable de fois où il est cité, applaudi, salué pour ses qualités, la place que la presse accorde à ses moindres gestes. Mais, en regard, il y a le contenu de ces louanges, qui fait de Brejnev un homme de grand mérite sans doute, mais un homme représentatif de la classe politique qui l'entoure : fils de travailleurs, promu par le Parti aux plus hautes charges et attaché, à cause de cela, à défendre les intérêts du Parti. Rien dans ces éloges, dans cette terminologie ne dessine le portrait d'un chef charismatique. Le chef charismatique, Max Weber l'a bien décrit, se sent, s'affirme investi d'une mission dont il est seul comptable. C'est pourquoi sa légitimité ne dépend de personne, et l'attitude des masses à son égard ne compte guère. Radicalement différente est la légitimité de Brejnev, telle qu'elle se dégage de son culte. Il n'a aucune mission à revendiquer, il n'est que le mandataire des communistes, et son autorité repose sur la confiance qu'ils lui accordent. Ce héros ordinaire est à l'image de ses pairs : des hommes âgés, qui affirment continûment en politique intérieure et extérieure leur souci de stabilité et de sécurité. De même que son culte est quelque peu ambigu, de même les pouvoirs concentrés par Brejnev ne sont pas, aussi clairement qu'il y paraît de prime abord, les instruments d'un pouvoir total. La charge de secrétaire général du Parti — qu'au demeurant les statuts ne définissent guère — comporte des éléments de pouvoir considérables. Mais, même dans cette charge, Brejnev semble disposer d'un pouvoir restreint par la présence continue depuis 1964, au Politburo et au Secrétariat, de collègues, tel Kossyguine, à qui des responsabilités gouvernementales assurent aussi une grande autorité. Depuis 1964, les dirigeants soviétiques se sont apparemment scindés en deux groupes : ceux qu'aucun changement n'atteint et qui représentent une permanence, ceux dont la carrière plus brève restreint l'autorité. Les permanents sont précisément ceux qui partagent le passé de Brejnev, qui ont sensiblement la même histoire et le même profil politique que lui. Cette similitude de destin et de longévité politique leur assure, dans leur domaine, une considérable autorité. (...)

Avec le consentement de ses pairs

(...) Le système politique soviétique, de prime abord, semble pouvoir être réduit à une dictature personnelle dissimulée derrière l'alibi du Parti et de ses instances dirigeantes, ou encore à une lutte permanente entre l'ambition et les projets de Brejnev et les volontés de ses collègues. Mais à y regarder de près, on s'aperçoit que le système, dans sa structure même, a profondément changé. Lénine a été véritablement le dirigeant charismatique de l'U.r.s.s., hors de toute volonté de pouvoir personnel, et Zbigniew Brzezinski l'a justement souligné, le pouvoir personnel existe dans un système de parti unique, quand celui qui l'incarne est tout à la fois le chef du parti, son théoricien et le chef de l'Etat que ce parti organise. Tout cela, Lénine le combinait, sans contestation possible, et c'est pourquoi il a pu, après octobre 1917, laisser le Parti aux mains de ses collègues et diriger l'Etat. Son autorité morale sur le Parti restait prééminente. Staline s'est coulé dans le même type d'autorité à trois faces, en éliminant ou amoindrissant tous ceux qui auraient pu prétendre y faire contrepoids. Mais les successeurs de Khrouchtchev ont pris grand soin (après les tentatives manquées de ce dernier pour restaurer la même unité de direction) de séparer ces fonctions. Peu importe que Brejnev soit chef d'Etat en même temps que du Parti si le gouvernement, c'est-à-dire la gestion des affaires politiques, de l'économie, la réalisation des projets, est séparé de son pouvoir et si un autre en incarne la hiérarchie. Peu importe que ses collègues vantent ses mérites de théoricien et d'écrivain si le soin de dire l'orthodoxie communiste revient globalement au Parti, et nommément à son porte-parole, Souslov. La personnalisation extrême du pouvoir brejnevien, à laquelle ses collègues ont consenti et contribué, ne coïncide pas avec le véritable pouvoir personnel. Et la stabilité du personnel dirigeant, le maintien de ses collègues aux fonctions essentielles qui limitent son pouvoir, auquel Brejnev consent, dessinent les véritables traits du système, c'est-à-dire la persistance d'un pouvoir collectif (...). ●

(Les intertitres sont de la rédaction).



La voix de Louis Guilloux

PAR JEAN-PAUL LIEGEOIS

A quatre-vingt-un ans l'auteur du « Sang noir » (1) s'en est allé. Louis Guilloux est parti au moment où le mot « fascisme » assombrit à nouveau la « une » des journaux. Ça n'a pas dû lui faire plaisir : il avait été en 1935 le secrétaire du premier congrès mondial des écrivains anti-fascistes. Il avait un espoir : le socialisme. Il y a deux ans et demi il me l'avait dit le plus simplement du monde (voir «l'Unité» nº 282) : « J'aimerais bien voir le socialisme avant de m'en aller. Je voudrais mourir vivant. » Il n'a pas connu cette joie. Si un jour nous la connaissons, c'est à des gens comme lui que nous le devrons.

Louis Guilloux s'est éteint. Sa voix ne s'éteindra pas de si tôt. Réécoutons la.

(1) Les livres de Louis Guilloux ont été édités par Grasset puis par Gallimard. Chez Grasset : « la Maison du peuple », « Dossier confidentiel », « Compagnons », « Hyménée » et « Angelina ». Chez Gallimard : « le Sang noir », « le Pain des rêves », « le Jeu de patience », « Absent de Paris », « Papagnacco ou la Conjuration », « les Batailles perdues », « Cripure », « la Confrontation », « Ok, Joë », suivi de « Salido » et « Cocoperdu ». « Le sang noir » existe en livre de poche (numéros 2646 et 2647). « Le Pain des rêves » en Folio (nº 909).

« L'UNITE » : Est-ce que vos origines sociales expliquent votre œuvre et les préoccupations qui l'habitent ?

LOUIS GUILLOUX. — Les origines de classe sont décisives. Je suis né dans le prolétariat et j'y suis resté. Je suis né à gauche, à Saint-Brieuc, en 1899. La section socialiste de Saint-Brieuc est née en 1902. C'était le parti de Jaurès. C'était le parti de mon père. Il a été mon berceau. Très jeune, j'ai assisté aux réunions et je suis allé porter les convocations pour ces réunions. Mon premier livre « la Maison du peuple », qui raconte tout cela, est ma carte de visite. Je n'ai rien à en retirer. J'en suis fier. Fier d'être le fils d'un artisan cordonnier socialiste. Né à gauche, j'y suis encore. A ma façon, en franc-tireur.

Car je n'ai jamais adhéré à un parti. Même si, je dois l'avouer, cela m'a quelquefois tenté, je n'ai jamais franchi le pas. J'ai parfois été « étiqueté » : par exemple, « compagnon de route des communistes ». Il est vrai que pendant tout le temps qu'a duré la guerre d'Espagne j'ai été responsable du Secours rouge, créé à l'initiative des communistes. Il est vrai que j'ai aussi été, en juin 1935, secrétaire du Congrès mondial des écrivains antifascistes, un rassemblement d'inspiration communiste. Mais, de la solidarité à l'adhésion, il y a une grande différence. En 1920 j'ai assisté aux débats à la base qui ont préparé le congrès de Tours...Mais personnellement, ni à ce moment-là ni par la suite je n'ai adhéré à la deuxième ou à la troisième Internationale. Je me suis contenté d'être du peuple. Ce que je suis encore. Je n'ai pas besoin d'autre chose.

Si vous n'avez jamais adhéré à un parti, vous n'en avez pas moins pris le parti de la révolution d'Octobre...

— Et comment ! Mais je dois dire que ce coup au cœur ne fut que l'aboutissement logique de toute mon enfance baignée d'idées laïques et socialistes. Car l'école publique quand j'y suis entré, en 1904-1905, c'était quelque chose ! C'était le prolongement de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen. On nous y apprenait : « Désormais citoyen d'une libre patrie, souviens-toi des aïeux toujours avec fierté. Suis leur viril exemple, etc. » Bref, c'était comme le grand rêve de la Cité future. Et, dans le même temps, pour les Fêtes du travail, à la Bourse du travail, je faisais partie d'une chorale ouvrière qui entonnait ; « On verra dans la lumière... » Quand la « grande nouvelle » de la victoire des bolcheviks nous est arrivée, en pleine guerre, c'était nos rêves qui se réalisaient...

Une anecdote vous dira l'émotion et la ferveur de l'époque. En 1917, un régiment de soldats russes était replié à Saint-Brieuc. Ils avaient combattu sur le front de Champagne. Ils n'étaient pas à proprement parler prisonniers. Mais on les retenait pour ne pas les renvoyer à Lénine et Trotsky, ces « vendus à l'Allemagne ». Un jour, avec un de mes amis, Jean Grenier, nous nous promenions dans Saint-Brieuc. En traversant un jardin public, nous avons rencontré trois soldats russes. Nous sommes allés vers eux. Grenier m'a dit : « Tu vas leur dire, comme moi, un mot russe que je connais. » Nous leur avons dit « Svoboda ». Simplement. Nous nous sommes compris. Nous nous sommes reconnus. « Svoboda » signifie : liberté...

— Et c'est ce même goût de la liberté et de la révolution que vous avez voulu mettre dans le « Sang noir » ?

— J'ai publié ce livre en 1935. Mais il est nourri de mon expérience d'adolescent. J'avais eu quinze ans en 1914. Je n'avais peut-être pas tout assimilé, mais j'avais très bien compris l'essentiel : Zimmerwald, les mutineries de soldats, etc. Et, au cas où le passé aurait été flou, au moment où j'écrivais « le Sang noir », il y avait le présent pour me rappeler à l'ordre. Je l'ai écrit entouré de copains qui revenaient d'Oviedo, des Asturies ; entouré de chômeurs et de paysans en révolte contre les ventes-saisies. Je l'ai écrit dans un climat explosif, révolutionnaire. Il existait donc une correspondance totale entre ce que vivait Cripure dans le livre et ce que je vivais dans la réalité.

Je ne prendrai qu'un exemple. Juin 1935. Ce Congrès mondial des écrivains antifascistes dont je vous ai parlé. Nous attendions l'arrivée de la délégation soviétique, qui était composée de Babel, Alexis Tolstoï, Boris Pasternak, et d'autres. On nous avait annoncé que Pasternak était malade et fatigué, que son intervention serait brève. Il est arrivé. Gueule splendide. Magnifique. Qui faisait dire de lui : il a trouvé le moyen de ressembler à la fois à l'Arabe et à son cheval. Il a été salué par une ovation de plusieurs minutes. Toute l'assistance de la Mutualité debout. Il a enfin pu parler. A la tribune, il y avait Barbusse, Nizan, Gide, etc. Il a parlé. Et il a terminé ainsi : « Et maintenant, il faut faire quelque chose pour rendre la vie plus légère. » C'était admirablement exprimé, ce que je voulais dire avec « le Sang noir ». Et je crois que c'est toujours à l'ordre du jour.

— C'est cette année-là que vous êtes allé avec André Gide en Union soviétique ?

— Non c'est l'année suivante, en 1936.

— Gide en a ramené un livre amer et désenchanté. Vous, personnellement, qu'avez-vous vu alors de « la patrie du socialisme » ?

— J'ai vu la même chose que Gide. C'est-à-dire pas grand-chose. Car notre voyage a été essentiellement touristique : nous sommes allés où nous avons voulu, mais nous n'avons rien pu approfondir. Parce que nous avons seulement été en contact avec des gens du Parti, avec des officiels. Devant ces faits, nous n'avons pas du tout réagi de la même manière, Gide et moi. J'allais là-bas pour toucher enfin de près la Russie de mon enfance, celle de Tolstoï, de Dostoïevski, de Gorki et de la Révolution. Et je l'ai aimée ainsi. Gide y allait pour faire un livre contre l'U.r.s.s. et il n'a fait le voyage que pour se donner l'autorité de dire ce qu'il avait envie de dire. Ce qui m'a choqué, c'est qu'il n'a pas quitté le voyage avant la fin. Mais je ne veux pas m'étendre sur ce voyage. J'en parlerai plus longuement dans un recueil de choses vues, une sorte de kaléidoscope de mes souvenirs qui s'appellera « l'Herbe d'oubli ».

— Gide a été de ceux qui ont applaudi « le Sang noir ». Aragon aussi. Mais j'avoue n'avoir pas très bien compris son point de vue sur votre livre. Il a écrit que, pour lui, Cripure, le personnage central du roman, est « le Don Quichotte de la faillite de la bourgeoisie ». Etes-vous d'accord avec ce jugement ?

— « Le Sang noir » ne met pas seulement la bourgeoisie en cause. Il remet toute la vie en question. Aragon a utilisé le livre à des fins qui étaient les siennes à ce moment-là. Il a dit du livre ce qui l'arrangeait. C'est tout bêtement de l'opportunisme politique. Mais, aujourd'hui, cela n'a aucune importance ! Sauf que cela révèle une constante : la littérature permet tous les malentendus. Un écrivain tente de dire ce qu'il voit, le peu qu'il sait... et d'autres voient autre chose dans ses livres !

(...)

— Qu'avez-vous contre la télévision ?

— En tant qu'écrivain, elle ne m'a pas donné beaucoup de travail ni de joie. Mais la question n'est pas là. Je ne refuse pas la télévision. Je refuse l'utilisation qui en est faite en France actuellement : c'est une entreprise d'abêtissement. Pis : un outil de mépris du peuple. Ceux qui possèdent la télévision pensent et disent : « Des chansons crétines, des films américains idiots ; c'est bon pour eux ; ils s'en contenteront. » Eux, c'est nous. Et je ne vois pas pourquoi nous devrions accepter ce mépris plus longtemps.

— Vous voulez dire que mars 1978 pourrait être l'occasion de se gagner, entre autres choses, une télévision digne de ce nom ?

— Je veux dire qu'il faut savoir dire non, au risque de se faire couper la tête. Je dis non à Barre, non à Chirac, non à Giscard. Je leur dis même pis que ça. Ces gens-là sont des esclavagistes. Qui se croient à jamais propriétaires de tout : d'une télévision, d'une économie, d'un peuple. Des mots creux leur servent de programme. Il faut les balancer par-dessus bord. Je n'aime pas la violence, mais qui est violent ? Cela fait des siècles qu'ils nous racontent des bobards, qu'ils se foutent de notre gueule. A l'école, ils m'ont appris que j'étais un citoyen, au catéchisme que j'était un frère. Or, dans la réalité je ne suis que leur sujet. Et je ne veux pas l'être ! Au fond, je n'ai peut-être pas la tête très politique mais j'ai une certitude : je me sens une passion de plus en plus grande pour la victoire de la gauche. Vous nous voyez reprendre du Chirac ou du Barre, pour cinq, dix ans et pourquoi pas un siècle ? Qu'ils s'en aillent !

— Et le socialisme dans tout ça ? Et l'homme nouveau ? Et le pain des rêves ?

— L'Histoire nous a appris que le socialisme est plus difficile à construire qu'on ne le croyait. On a peut-être eu tort d'idéaliser le prolétariat : dans les masses, il y a beaucoup de peureux, de soumis ou de cons. C'est cette peur, cette soumission, cette connerie qui fait élire les autres. Dans une lettre, en parlant des soldats britanniques de 1914-1918, l'écrivain anglais David Herbert Lawrence l'a dit d'une phrase : « Ils ont un courage admirable pour supporter la douleur, aucun courage pour la rejeter... » Et cette constatation appliquée au vote des Français alimente le scepticisme. Mais je crois que si une rupture intervenait le scepticisme perdrait du terrain.

Le socialisme ? Si déjà la gauche gagnait ! Ce serait une sacrée brèche. Qui sait ? Le socialisme pourrait peut-être s'y engouffrer...J'aimerais bien voir cela avant de m'en aller. Je ne voudrais pas partir perdant. Je voudrais mourir vivant... ●

Diffusion N.m.p.p. - Commission paritaire nº 52325